

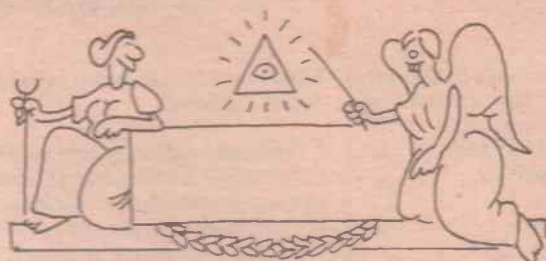
la Gueule ouverte

dossier
Apocalypse

Combat Non-violent

Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile

CHIRAC ET GISCARD ONT RAISON, IL FAUT RÉACTUALISER LA



DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN

I

TOUT INDIVIDU MANIFESTANT SANS ARMES SA VOLONTÉ DE VIVRE LIBRE DANS UNE SOCIÉTÉ NON-NUCLÉAIRE NE SERA PAS TUÉ À COUPS DE GRENADES OFFENSIVES À MALVILLE.

II

TOUT INDIVIDU MANIFESTANT NON-VIOLEMMENT SA VOLONTÉ DE CONNAÎTRE LES DANGERS DES SURGÉNÉRATEURS NE SERA PAS MUTILÉ PAR LES FORCES DE L'ORDRE DÉMOCRATIQUE À MALVILLE.

III

TOUT INDIVIDU MANIFESTANT PACIFIQUEMENT SA SOLIDARITÉ AVEC LES ÉCOLOGISTES DE TOUS LES PAYS NE SERA PAS PRIVÉ DE LIBERTÉ PAR LA JUSTICE D'UN PAYS LIBÉRAL.

IV

TOUT INDIVIDU QUI USURPERA LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN POUR CACHER QU'IL TUE, MUTILÉ ET EMBASTILLE, SERA DÉCLARÉ IMPOSTEUR.

V

TOUT MEMBRE DE LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE QUI UTILISERAIT LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN POUR SA PROPAGANDE POURRA ÊTRE TRAITÉ DE BOUFFON SANGLANT.

Fait à la Clayette,
le 5 pluviôse,
an 01 de l'ère nucléaire.

NON, CHEF!



DÉSObÉISSANCE

RÉPONSE DES «CHEFS»

PRÉCISIONS

IMPOTS

* Impôt sur les revenus de 1973

Je retire 3% de mes impôts et les reverse à l'A.P.A.L. (mai et septembre 1974)

A.P.A.L. : Association pour la Promotion de l'Agriculture sur le Larzac.

* Impôt sur les revenus de 1974

Même chose, redistribution à l'A.P.A.L. : (février, mai et octobre 1975)

* Impôt sur les revenus de 1975

Redistribution à l'A.P.A.L. (février, mai et octobre 1976)

* Impôt sur les revenus de 1976

Redistribution (février et mai 1977)

* Lettre de rappel.

* Lettre de dernier avis avant poursuite)

* Retenue sur mon salaire (octobre 75)

* Lettre de rappel (février 76)

* Poursuite par voie de commandement (avril 76) Puis plus rien...

Rien

Rien

Coordination Nationale du refus 3% Larzac.

Vincent Roussel, Le Chesnoy

45 200 Montargis

Soutien financier : CCP 2112.42 Dijon

En 1976, la redistribution de l'impôt a rapporté à l'A.P.A.L. près de 100 000F qui ont servi à :

- * finir de payer la bergerie de La Blaquièrre.
- * aménager des chemins
- * construire la bergerie de Cavaillès
- * aider la famille Bascoul dont le père a perdu un oeil le 2 juillet 76 à Millau à cause d'une grenade lancée par les CRS.
- * Etc.

ARMÉE

Le 4 février 1976, pour réclamer le droit à l'objection de conscience à tout moment et pour tout motif, j'ai renvoyé mon livret militaire avec 11 camarades d'Orléans. Je n'ai pas encore été inculpé mais...

° L'un des 12 a été condamné le 1er juin 1977 à 1000F d'amende.

° Trois autres devaient être jugés ensemble le 22 juin 1977. Le Tribunal décide de surseoir à statuer en attendant la décision du Ministre des Affaires Etrangères. (Nous avions demandé l'application de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales) Mais Bourges (ministre des armées) n'est pas satisfait et le 28 juillet, la Cour d'Appel d'Orléans les condamne à 1000 F d'amende (et même à 1500 F pour l'un des trois qui ne pouvait pas assister à l'audience !)

Coordination Nationale des Renvoyeurs de papiers militaires

Olivier Vial BP 110 05000 GAP

FRONTIÈRES

Pour demander la suppression des frontières, j'ai franchi sans papiers la frontière germano-française à Lauterbourg avec une cinquantaine de participants à la 2ème Marche Internationale Non-Violente pour la Démilitarisation.

- ° Intimidation (hélicoptère, chiens policiers)
- ° Confiscation du ballon de volley-ball !
- ° Coups de matraque pour récupérer des bouts de pièces d'identité calcinés.
- ° Expulsion.

Relire la GO-CNV numero 167 du 21 juillet

ENSEIGNEMENT

Dans l'Académie d'Orléans, se met en place un fichier où toute la population scolaire sera suivie, de la Maternelle à perpète. Ce fichier est notamment alimenté par des épreuves normalisées que subissent tous les élèves de 5^e.

Avec mon syndicat, Le S.G.E.N., nous avons organisé le boycott de ces épreuves :

- information des parents pour qu'ils s'y opposent,
- refus des enseignants de surveiller et corriger,
- ou rédaction collective des épreuves.

- * Pression sur l'Association de Parents d'Elèves
- * Pression sur les enseignants
- * Baisse de la note administrative des « meneurs » de ce boycott

S.G.E.N.

Syndicat Général de l'Éducation Nationale, affilié à la C.F.D.T.

5 rue Mayran, 75 009 Paris

SANTÉ

Radios

* Depuis le n°1 de la Gueule Ouverte, je refuse la radio obligatoire annuelle des enseignants en demandant son remplacement par des examens cliniques approfondis.

J'ai adhéré à ce moment à l'A.P.R.I. (fondateur : Jean Pignero).

Vaccinations

* Mes deux filles (8 ans et 5 ans) fréquentent l'école publique (primaire et maternelle) sans le B.C.G.

- * Les deux premières années : lettre pour me rappeler les règlements en vigueur
- * Depuis plus rien

* Les directeurs d'école, sensibles à mon argumentation, ne cherchent pas d'histoire et acceptent les inscriptions.

A.P.R.I.

Association pour la Protection contre les Rayonnements Ionisants, 12 rue des Noyers, F. Crisenoy, 77 390 Verneuil l'Étang

Ligue Nationale pour la Liberté des Vaccinations

4 rue Saulnier 75 009 Paris

Chers amis,

J'ai vraiment pas de bol, pour une fois que je m'étais décidé à écrire un article pour la GO/CNV, voilà qu'Arthur traite le même sujet que moi (Brice Lalonde et les « chefs »).

Heureusement je me retrouve dans tout ce qu'il écrit. D'ailleurs je pourrais le paraphraser : « J'aime mieux à tout prendre que ce soit Arthur qui écrive à ma place... S'il me trahit, j'agirai. Pour l'heure je fais confiance. »

Heureusement, à la même page, Jean-Louis Bulié ouvre une rubrique : « Non, chef ! » Comme je désobéis pas mal, je reprends la plume qui me vaudra peut-être enfin la consécration!

Jean-Louis Attard



guerre chimique, biologique, atomique...

LES BÉBÉS ONT LA BOMBE

Pendant que nous nous battons à Malville et Flamanville contre un surgénérateur et une usine de retraitement, fournisseurs exclusifs de sa Majesté la Guerre nucléaire (via le plutonium), l'Afrique du Sud nous donnait raison en mettant au point son arme atomique.

Pour les lecteurs de ce journal, il n'y a rien de bien nouveau. Ils savent depuis longtemps que la technologie nucléaire civile n'est qu'un complément de sa soeur militaire. Les savants ont trouvé la bombe et les financiers ont tout de suite saisi l'importance de cette nouvelle forme d'énergie. Du sous-marin atomique à la centrale actuelle, la descendance est logique. On peut dire que les militaires et les civils ont toujours marché la menotte dans la menotte, le réacteur de Marcoule donnant les premiers grammes de plutonium à la force de frappe française, et la technique nucléaire civile du graphite-gaz (Bugey). Les «grands», pas égoïstes, ont disséminé à tout va cette invention. Le Canada a armé l'Inde (filère Candu), la France a armé l'Espagne (Vandellos) et Israël (Dimona). L'Allemagne Fédérale a armé l'Afrique du Sud et l'Argentine, s'apprête à armer le Brésil.

Le fait est irréversible. Avant l'an 2 000 une quarantaine de pays disposeront de l'arme

nucléaire. Les bébés n'ont pas le moral. La révolte anti-nucléaire mondiale arrive un peu tard. C'est dans les années 50 que nous aurions dû nous insurger. Maintenant, faudra faire avec, comme disent le PC et le Docteur Folamour...

Enoncer ce fait brut n'est pas faire preuve de catastrophisme. C'est être lucide, tristement lucide. La dissémination nucléaire, les relents de nationalisme, l'emprise des Etats, la sieste généralisée de la conscience collective, rendent pratiquement inévitable un conflit nucléaire local. Et qui donc évitera qu'il devienne généralisé ? L'équilibre de la terreur ? Ce serait croire à l'équilibre mental des matamores. Autant croire au bon dieu.

Ben voilà ! Les pages sinistres qui suivent vous aideront à rentrer du bon pied. Croyez-nous : ce n'est pas de bon cœur que nous remettons régulièrement le couvert atomique. Nous aimerions bien parler d'autre chose, de l'actualisation du programme commun, par exemple. Mais nous sommes des gens sérieux.

A.

Les sentiments et idées impliqués par les bombes nucléaires appartiennent à la période prégénitale - avant donc trois ans d'âge - et plus particulièrement schizo-paranoïaque - c'est-à-dire plus proche de la naissance que de trois ans : voilà le monde où nous sommes : les bébés ont les bombes. Un psychiatre essaie de penser quelques instants aux bombes nucléaires.



le hochet français

J'ai participé à la marche antimilitariste Metz-Verdun l'an passé. Un soir nous projetions le film «La Bombe» de Peter Watkins. Eh bien, je n'ai entendu parmi nous souffler mot du nucléaire proprement dit ni après le film -c'était après une journée de marche, c'est vrai- mais non plus les jours suivants: il y avait juste eu une minute de silence sur le camp le matin de l'anniversaire de la bombe sur Hiroshima.

J'ai essayé d'introduire le sujet entre moi et disons une vingtaine de personnes depuis deux ans. La première réaction de mes interlocuteurs est le silence. Je sens la surprise, le froid subit...Au bout de quelques instants la conversation reprendra sur le sujet d'avant le nucléaire....

Pourquoi si peu pensé ? Parce qu'«impensable» répond si justement la psychologie incluse là comme toujours dans l'usage des mots, trop horrible pour être maintenu plus de quelques instants dans le champ de la conscience... au delà, refoulé, la tête dans le sable comme l'autruche ; car horreur, la France peut être anéantie, vitrifiée, par décision probablement d'un seul homme -le pouvoir d'Attila n'était rien à côté- peut-être par erreur, «acte manqué», comme vous et moi nous en faisons tous les jours. Or ces hyper Attila sont des hommes névrotiquement faillibles comme

vous et moi, peut être physiquement malades. On sait, maintenant seulement, que Pompidou (et dit-on Kennedy) étaient soumis à des traitements cortisoniques qui peuvent altérer l'équilibre mental -ou par simple accident électronique.

Comment les sujets qui acceptent de surmonter leur silence -la minorité dans mon échantillon- légitiment-ils d'évacuer le problème néanmoins en quelques instants ? Deux grandes réponses-attitudes m'ont été fournies.

«Il faut se défendre». C'est une réponse que j'ai peu obtenue, parce que je choisisais mes interlocuteurs, d'abord dans mes relations qui ne sont pas particulièrement droitières ou militaristes, et en plus, comme devant être plus réceptifs à ma préoccupation.

Mais ce serait sans doute la justification statistiquement la plus fréquente. Resterait à savoir si le risque pris pour «se défendre» n'est pas pire que le mal: notamment le risque de déclenchement accidentel.

Tant que le sujet n'aura pas pris la peine de raisonner de la sorte, ou d'une autre, nous serons en droit psychologique de juger sa réponse, trop rapide face à l'impensable, et trop sclérosée dans la routine. «Il y aura toujours des guerres»; mais le nouveau justement, jamais arrivé dans l'histoire de l'humanité, c'est que nous ne pouvons plus nous payer une nouvelle guerre. Nous ne pouvons plus la juger comme une rationalisation destinée, comme elles le sont toutes, à éviter l'angoisse de regarder en face cette soi-disant «défense».

Réaction d'impuissance On ne se sent rien face à la puissance de la bombe multipliée par le pouvoir du Pouvoir qui l'a voulue et la veut et, on le sent bien, voudra la garder. Ecrasement, moral déjà, du simple citoyen infinitésimalisé...



ESSAI DE CURÉ DE LA REACTION D'IMPUISSEANCE:

Dire et faire penser que ce n'est pas vraiment l'énergie nucléaire, phénomène physique neutre par rapport à l'homme qui est en cause, mais les hommes et par conséquent leur mentalité, leur pathologie mentale collective et individuelle. La collectivité laisse en effet s'installer aux postes de commande des hommes dont la pathologie mentale individuelle va servir et se servir de la pathologie collective similaire à la leur : comme une main rentre dans un gant.

Je le dis en psychiatre qui a eu souvent l'occasion de pouvoir savoir cet accord entre la pathologie collective de tel organisme social et celle de l'un de ses dirigeants sur lequel il a été professionnellement en position de recueillir des confidences.

Pour aider à surmonter la Réaction d'impuissance, il serait capital de pouvoir offrir immédiatement à son interlocuteur un moyen d'agir envisageable pour chacun: par exemple pouvoir se joindre à un mouvement collectif du refus de la portion d'impôt qui va au nucléaire militaire (pour évaluer la déduction à faire il faudrait tenir compte non seulement de l'impôt direct que nous payons, mais aussi de l'indirect qui est beaucoup plus important, surtout en France).

CONVERSION

Surmontée la réaction d'impuissance vient alors l'angoisse suivante: le risque de contradiction plus ou moins aigüe à l'intérieur de soi. Dès que l'on y pense, cela apparaît en effet primordial, capital. La tâche d'un malheureux homme qui veut être conscient du plus important pour la fin du 20ème siècle pour empêcher ce dernier de finir brusquement.

Il semblerait donc logique d'y consacrer presque tout son temps disponible.

Hélas, le poids du quotidien, les habitudes, les engagements, les détente nécessaires aussi... Allez donc tuer les prétextes et le superflu !

Alors on louvoie : malaise de la contradiction interne. Personne n'aime ça (à moins d'y trouver un plaisir pervers, mais le pervers est le dernier à pouvoir se consacrer à l'intérêt général).

Refouler pour éviter cette fois l'angoisse, de ne plus pouvoir rien faire comme avant: l'angoisse d'avoir à changer radicalement. Une preuve collective récente: La Conférence sur le «Droit Humanitaire» à Genève. Un participant m'a dit qu'il y avait eu un consensus général -à l'exception des délégations scandinaves- pour exclure de l'objet de la conférence... les armes nucléaires. Ceci pour ne considérer -en 1977 !- que les armes conventionnelles.

Il est évident que sans cette exclusion des bombes nucléaires, la conférence ne pouvait pas tenir debout puisqu'elle se réunissait pour, en principe, mieux protéger les populations civiles en ajoutant des protocoles additionnels aux conventions de 1949. Or, comme chacun sait, la stratégie nucléaire repose sur la menace de populations civiles entières (stratégie «anti-cités») prises comme otages. La contradiction eût été flagrante.



Une raison supplémentaire de souci - c'est le moins qu'on puisse dire en la matière - est la difficulté humaine de changer dès qu'il s'agit d'un changement quasi substantiel de la personnalité en nous-mêmes incluant le changement de notre échelle de valeurs. Rien de plus difficile à réaliser, dès que sincèrement nous nous regardons nous-mêmes, regardons les autres, regardons la société : quand on voit par exemple qu'au moment même où les progrès de la technologie permettraient - nécessiteraient - de diminuer considérablement le travail humain, les leaders syndicaux eux-mêmes en sont encore à réclamer le « plein emploi », le « droit au travail » !!!... Alors si la sclérose en est à ce point, de la droite jusqu'à la gauche, on se dit que, face à la perspective de catastrophe nucléaire, la seule chance - si on peut dire - sera que survienne une catastrophe pas trop grande, pas trop tard, - une bombe nucléaire explose et c'est reconnu comme un accident - pour provoquer enfin la mutation des opinions collectives enfin suffisante pour arriver à imposer à nos gouvernements l'abolition des armes nucléaires - avant l'Apocalypse.

Si j'étais le Président de la République et que j'ai le courage de changer :

a) Il me paraîtrait insensé et d'une mégalomanie extrême de garder le pouvoir de décréter à moi seul la mort de la France de toujours et pour toujours : je refuserais donc ce pouvoir.

3

b) Si avant que je ne puisse faire entrer en pratique ce refus, il m'arrivait l'annonce d'une menace ou même la nouvelle d'une explosion nucléaire, je penserais que la seule chance - peut-être, mais seule chance de salut - est de considérer ça comme un accident et donc de ne rien faire, accident soit dans le dispositif français, soit dans le dispositif ennemi : tout autre hypothèse entraînant le déclenchement de notre propre force de frappe - et la rétorsion - entraînant cette fois à coup sûr la destruction irrémédiablement de toute la France : donc j'aurais pour principe absolu de ne jamais m'en servir : alors à quoi bon l'avoir ?

Je sais bien que la situation type que les militaires ont surtout en tête n'est pas celle-là, mais la suivante : les chars russes sont aux frontières, on ne pourra pas compter sur la levée en masse des français puisqu'ils (les militaires) pensent que les 49 % des Français qui ont voté pour Mitterrand acclameraient les chars russes - allez donc leur faire changer d'avis - d'où la nécessité, selon eux, de la force de frappe pour pouvoir défendre sans la majorité des Français, par dissuasion, « nos libertés ».



Je pense au contraire :

- que l'hypothèse ci-dessus est hautement improbable (mais non pas nulle je vous l'accorde).
- que les dangers de déclenchement accidentel de la catastrophe nucléaire sont supérieurs et qu'ils croissent au fur et à mesure de la croissance quantitative et du fait de la croissance de leur « perfectionnement », car celui-ci :
- augmente la proportion des dispositifs automatisés par rapport aux décisions des hommes - rendant plus improbable de pouvoir redresser une erreur des premiers sur les seconds.
- diminue toujours plus le temps laissé pour la riposte (donc pour réfléchir sur la possibilité d'une erreur).

Voilà pourquoi un moindre risque est le désarmement nucléaire de notre pays car il éliminerait une grande partie du risque 2) ci-dessus (y compris le risque de faire croire à tort à l'adversaire qu'on va l'attaquer). D'autre part le risque 1) serait rendu encore plus improbable par la solennité de l'impact moral - les sceptiques sur l'importance du respect des droits de l'homme doivent l'être aujourd'hui un peu moins depuis le fait de leur importance stratégique entre l'Amérique de Carter et la Russie de Brejnev.



L'affrontement entre tenants de la « sécurité » par les bombes nucléaires, et opposants est d'un enjeu capital. Les systèmes de pensée et sentiments impliqués évoquent pour moi les « psychoses ». Au contraire, les affrontements électoraux droite-gauche sont figure de banalité et évoquent simplement les « névroses » : on peut dire par exemple, il me semble, que la campagne présidentielle de Mitterrand a été empreinte en son temps d'une forte « névrose » d'échec. Même fossé autour de Malville : quel est le camp qui délire ? Que la catégorie la plus forte de la psychiatrie soit sollicitée, 4 références sous ma main :

(5) «Mad», folle, qualifie la course aux armements dans l'introduction d'une plaquette du très posé Stockholm International Peace Research Institute (S.I.P.R.I.)

2) «Increasingly absurd», de plus en plus absurde, qualifie la même course dans le sérieux «Bulletin of the Atomic Scientists»

3) «La folie nucléaire», sous-titre d'un article de «La Croix» dont la phrase de conclusion est : Quand sera-t-on persuadé que le caractère démentiel de la guerre moderne ne laisse qu'une option raisonnable : celle de la paix

4) «Impact», périodique de l'UNESCO, dont le thème est «Science et guerre», (la formule employée pourrait être aussi bien «Guerre et Folie»).

Camp délirant ne veut pas dire que chacun des individus qui le composent délirent, loin de là, mais qu'ils obéissent au système délirant collectif. Le psychologue américain Stanley Milgram a excellemment montré par des expériences humaines quelle extraordinaire proportion de population comme la nôtre, aujourd'hui, obéirait jusqu'à torturer, non par sadisme, mais parce qu'il faut obéir, un point c'est tout (*)

Quel est le camp qui délire ? Je ne le dirai pas avec certitude : les «certitudes» sont plutôt en face. Ce qu'on peut dire en tous cas c'est qu'il est extrêmement difficile au camp des nucléaires de présenter un ensemble cohérent.

Quelle contradiction interne, quelle dissociation aigue entre d'une part tout cet arsenal apocalyptique qui fait penser qu'on pense qu'on a le Diable lui-même en face de soi, et d'autre part le fameux téléphone qui implique, il me semble, qu'au moment crucial, on fasse confiance à la parole... du Diable ?

A.M.S. : juin-août 1977

(*) Soumission à l'autorité | Calmann Levy, à la librairie du journal !



BIBLIOGRAPHIE :

- 1) «L'angoisse atomique et les contraintes nucléaires», Colette Guédeney, Gérard Mendel, Payot 1973.
- 2) «La psychopathologie de la vie quotidienne», Freud, trad. Payot.
- 3) Les risques de déclenchement accidentel d'une guerre nucléaire ont été répertoriés et évalués dans leur probabilité - autant que faire se peut - sous une forme aisément accessible : conclusion du «Mershon Report» de l'Ohio State University (USA) publié en une brochure de 24 p. par Housmans, 5 Caledonian Rd, Kings Cross, London W1, et commandable sous le titre «Accidental War».
- 4) «World Armements» juin 77 p. 26, fascicule très clair de 40 p. réunissant tous les principaux faits, en anglais ou en français. SIPRI, Sveavägen 166, S 11346, Stockholm.
- 5) «Disarmement or Destruction ?», du SIPRI, mai 75, p. 5.
- 6) «Psychological aspects of the nuclear arms race», in Bulletin of Atomic Scientists, April 76, p. 22.
- 7) «Dissuasion nucléaire et stratégie anti-cités» dans «La Croix» du 26 juillet 77.
- 8) «Science et Guerre» n° janvier-avril 76 du périodique «Impact Science et Société», Presses de l'UNESCO, place Fontenoy, Paris.

ment qu'il est absurde de dire que la dissuasion nucléaire n'est pas très autogestionnaire... puisqu'il ne connaît aucun chef d'Etat qui reste crédible s'il n'a pas l'appui populaire.

Ah ! mais, c'est pas fini, camarades. La Gauche veut maintenir des «forces d'intervention», car il ne suffit point de boire son vin et de caresser sa force de frappe, il faut assumer un certain nombre d'obligations qui découlent de nos alliances. Nous devons penser à la Méditerranée, à l'Orient, à l'Afrique, à nos voies d'approvisionnement (plus préoccupantes que la frontière tchèque), à notre nouvelle zone de souveraineté économique à 200 milles nautiques de nos côtes, etc. Bref, la marine, l'aviation et les forces terrestres, plus que jamais, devront faire respecter la France...

Certes, il y aura des droits démocratiques et des élections dans les régiments, même le droit d'association, mais attention, avec des programmes compatibles avec la discipline «librement consentie» par le peuple.

Placé sous la direction vigilante des généraux de gauche, du genre des héros de Stalingrad, qui venait écraser le Printemps de Prague, car le socialisme à visage humain avait arraché le masque des libérateurs staliniens...

Comme G. Mollet et M. Thorez qui envoyaient le contingent «démocratique» en Algérie pour faire la Paix, en cassant d'abord du bicot, pour ne pas se couper du peuple. C'est même en revenant d'Algérie, où il était officier, que Chevènement est devenu socialiste.

Certes, nos auteurs disent bien qu'il faut améliorer le sort des objecteurs de conscience. Qu'on pourrait même choisir les méthodes de la non-violence, mais alors dit justement Messmer «c'est là une autre conception de la société». Mais le P.S., en parlant de mobilisation populaire, pense aussi y incorporer l'emploi de techniques non-violentes au sens large. Chevènement, étant ce qu'il est, j'imagine qu'il parle de cela comme d'un service civique primaire réservé aux «tâches de substitution», alors que, selon lui, il ne peut être réel que par rapport au «combat» (sic).

DE MESSMER À CHEVÈNEMENT



« Milice Nucléaire Populaire »

Qu'il est instructif de lire ce débat (180 pages) entre Pierre Messmer et Jean-Pierre Chevènement, publié au printemps chez l'éditeur Balland sous le titre: «le service militaire».

Certes, des querelles de forme et de fond sur la conscription ou sa disparition, mais finalement quelle convergence entre le député R.P.R., ancien ministre des Armées, et le leader du C.E.R.E.S. (cette gauche du P.S.).

Si le Programme Commun devient celui de la France en 1978, les antimilitaristes ne vont pas rigoler... Car la stratégie de la dissuasion nucléaire sera, paraît-il, organiquement structurée comme une dissuasion populaire à partir de modules autonomes du genre milices... En théorie bien entendu et dans une perspective d'autogestion ! (sic) car à «l'origine, le service militaire universel est une valeur de gauche» qu'il faut maintenir car «le citoyen doit savoir se servir d'une arme», achève J.P. Chevènement, puisque «l'usage des armes est constitutif de la notion de citoyenneté». Il ne faut les laisser à des castes de professionnels. C'est l'évidence.

Bien entendu, ce fut toujours le discours de la gauche social-démocrate, tout au long de la période colonialiste, impérialiste et cocardière. Et toujours l'Union Sacrée a scellé cette trahison de l'internationalisme socialiste.

Maintenant qu'on est condamné à ne plus défendre que l'Hexagone, il faut garder dans la tête les trois pôles qui enrichissent le moral des combattants. D'abord l'Est et le Pacte de Varsovie, de manière à causer comme tout le monde à l'Ouest et pour dire que le P.C.F. ne paralyse en rien la Défense, même à cet égard. Ensuite l'Allemagne Fédérale, car nous devons avoir absolument «une armée française conventionnelle qui fasse le poids vis-à-vis de la Bundeswehr». Et enfin les USA qui dominent la stratégie nucléaire mondiale et voudraient la grandeur de la France à n'être plus que la «première des nations moyennes» avec une «ambition régionale». Pouah, quelle déchéance.

Or, les socialistes veulent forger une nouvelle patrie et, pour ce faire, l'Union de la Gauche doit combler le fossé actuel entre l'Armée et la Nation. On voit tout de suite que ce n'est pas Messmer qui parle, mais bien Chevènement ! Il ajoute doctorale-

Il paraît enfin que, depuis la révolution d'octobre 1917, la France n'est plus la nation-phare ! Pour tenter de le redevenir il lui faut des missiles, des Plutons, des troupes immatriculées. Lorsque ses fusées tricolores sortiront des silos et qu'elles allumeront les brasiers de la liberté sur les villes calcinées des autres, juste avant que ses cités ne s'allument à leur tour, alors enfin, le Phare suprême de la civilisation réchauffera de ses atomes cette jeunesse désolée qui croyait que le socialisme était la Paix.

Quant à nous, plus que jamais, nous devons riposter face à ces discours patriotards. La révolution est au bout du... fusil brisé. A la dissuasion nucléaire, la France devrait substituer la séduction socialiste, faite d'un peuple sans armée et sans caserne, mais dont la dissuasion populaire et non-violente serait alors invincible.

Comme dit Messmer, il est réjouissant de retrouver l'unanimité nationale pour la Défense, entre gaullistes, socialistes et communistes ! Mais justement, l'Union Sacrée Nucléaire, c'est le décès prématuré de la Révolution.

Jean Van Lierde

GAI, GAI, DETRUISONS-NOUS !

la guerre chimique et biologique (1)

par Yves Le Hénaff

On connaissait la bombe A, la bombe H, les kilotonnes, les mégatonnes. La technologie meurtrière ne s'est pas arrêtée là. Voilà la bombe à neutrons qui liquide les hommes et épargne le matériel. Voilà les armes cosmiques et météorologiques qui font trembler la carcasse terrestre et jouent avec les cumulo-nimbus. Voilà enfin les armes chimiques et biologiques, de plus en plus perfectionnées, qui mettent la peste et le mongolien à la portée de toutes les bourses. Et vive le Moyen-Age ! Il fallait avoir l'humour d'Yves Le Hénaff pour étudier si sérieusement les recherches et travaux appliqués de ces êtres qui se croient humains, les militaires.

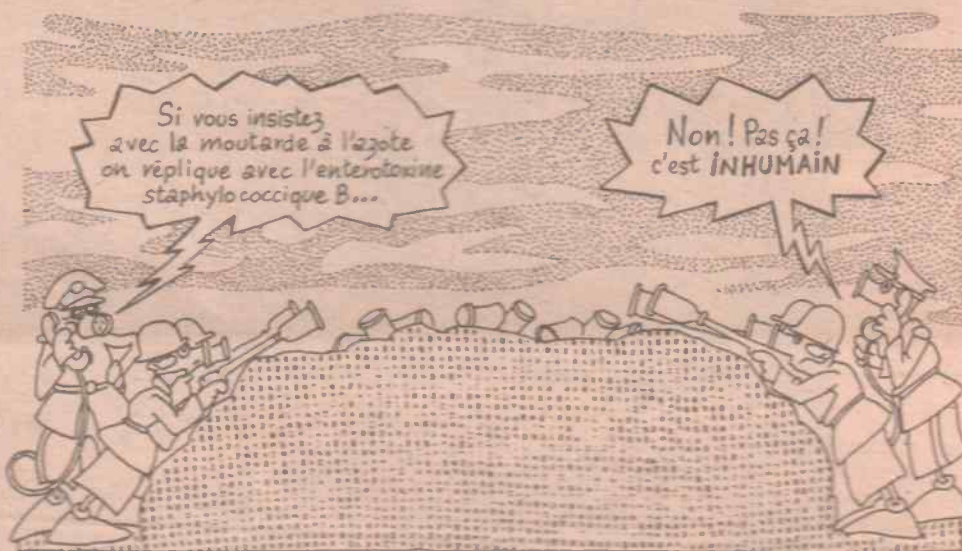
La guerre chimique consiste en l'emploi de substances chimiques toxiques naturelles, synthétiques ou produites par des organismes vivants, contre l'homme, les animaux ou les plantes. La guerre biologique utilise des organismes vivants pour provoquer et/ou propager - par contagion ou autre - la maladie ou la mort chez l'adversaire, ses animaux ou ses plantes.

Le perfectionnement des moyens d'agression chimiques, biologiques autant que nucléaires, atteint des proportions apocalyptiques sans commune mesure avec l'information du contribuable qui finance ces recherches : le but de cette série de fournir au public une information aussi claire et simple que possible sur ce qui se passe en France en matière de guerre chimique et biologique.

Non seulement le public n'est pas informé, mais les quelques informations qui filtrent visent à tromper le citoyen. Nos recherches sont paraît-il limitées aux problèmes de protection. Quel était alors le but de l'étude secrète française «Vulnérabilité des forces mécanisées soviétiques aux systèmes d'armes chimiques» qui circulait parmi le personnel de l'OTAN en 1967 ?

Depuis quelques années en effet les armes chimiques et biologiques (armes C et B) connaissent une vogue inégalée, bien que discrète, auprès des militaires et ce pour de multiples raisons. La première est évidemment une raison technique : le «progrès scientifique» qui a mis entre les mains des Massu, Bigeard et autres policiers de notre société des armes CB à la fois plus sûres, plus efficaces et d'une souplesse d'emploi jusque là inconnue.

Il y a bien quelques réticences, mais les hommes ont toujours eu une certaine répugnance à voir leurs ennemis utiliser des ruses ou des armes pour lesquelles ils n'avaient pas de défense. Les armes nouvelles en particulier sont toujours qualifiées d'immorales ! Déjà, 600 ans avant J.C., Solon faisait empoisonner l'eau de la rivière où buvaient ses ennemis, mais c'était un Sage aux yeux de ses compatriotes athéniens. En 1139 le Concile de Latran interdisait l'emploi de l'arc sous peine d'excommunication «l'arme est haïssable aux yeux de Dieu et ne convient pas à des chrétiens» ; mais il restait autorisé contre les infidèles. La morale chrétienne de la même époque n'empêchait d'ailleurs pas les Croisés de contaminer leurs adversaires en introduisant dans leurs camps des cadavres infectés par la peste. Du Guesclin - le type parfait du chevalier d'après le Quillet - employait des ruses bien peu chevaleresques. Bayard lui-même, plein de courtoisie envers les chevaliers faits prisonniers, faisait mettre à mort tous les arquebusiers. Peut-être ce chevalier sans peur et sans reproche prévoyait-il sa mort d'un coup d'arquebuse ? En 1763 les troupes anglaises firent éclater une épidémie de variole parmi les Indiens d'Amérique en leur distribuant généreusement des couvertures contami-



nées provenant d'un hôpital de Londres. Ce qui n'empêcha pas le Maréchal anglais J. French de déclarer, après les 15 000 gazés au chlore d'Ypres en avril 1915 : «...en tant que soldat, je ne peux m'empêcher d'exprimer le plus profond regret et quelque surprise de voir l'armée qui se présentait comme le modèle de la chevalerie militaire, s'abaisser à l'emploi de tels procédés contre de braves et galants adversaires.» Mais les Allemands voulaient débloquer la guerre des tranchées et, de plus, ils commençaient à manquer de nitrates pour les explosifs. Ainsi, comme pour l'arbalète et le napalm les réticences «morales» s'estompent avec le temps ou se plient aux impératifs militaires. Après la prise de l'île de Betio dans le Pacifique, le Général Rothschild, ex-directeur des recherches puis chef des armes CB aux USA pensait que l'utilisation du gaz moutarde au lieu d'explosifs aurait été plus humaine parce que moins de troupes US auraient été tuées, et il écrivait en 1959 : «il doit être clair pour tout le monde que nous considérons ces armes comme des moyens normaux utilisables en temps de guerre.» Bien qu'ils aient signé tous les traités voulus les Français ne sont pas en reste. Le Médecin-sic Lieut.-col. Ganas écrit : «La probabilité d'emploi de l'arme biologique n'est pas basée sur le fait que cette arme est morale ou immorale, permise ou interdite, mais sur l'aspect de sa rentabilité.» Ainsi l'histoire des armes et des guerres permet d'établir cette loi : dès qu'une arme est opérationnelle et rentable, elle sera utilisée.

Par ailleurs, l'équilibre de la terreur nucléaire a quelque peu bloqué la situation et les armes CB modernes offrent une alternative - ou un complément - intéressante aux armes atomiques (armes A). Beaucoup plus discrètes d'emploi, elles peuvent être néanmoins aussi efficaces pour un prix de revient infiniment moins élevé dans des

installations à la portée de n'importe quel petit pays «évolué». Très souples d'emploi, elles peuvent être utilisées d'une infinité de manières différentes contre la guérilla ou les populations civiles, en opérations tactiques ou stratégiques, sur terre ou sur mer, etc... De plus, elles permettent de récupérer intacts les biens matériels de l'ennemi et des progrès récents sur les gaz incapacitants ont montré qu'il est également possible de neutraliser cet ennemi sans le tuer de manière à pouvoir ensuite l'asservir à son profit - si tant est qu'un serf peut profiter à son maître. Enfin, certains stratèges militaires ont été séduits par le chaos qu'ils imaginaient chez un ennemi attaqué simultanément par les armes A, B et C. En effet, l'emploi combiné des armes ABC augmente l'efficacité de chacune d'entre elles. La maladie des rayons réduit la résistance humaine aux différentes agressions B ou C, facilite l'infection, aggrave les maladies, empêche parfois l'application de traitements spécifiques et vice-versa. Par ailleurs, il est bien évident qu'au-delà d'un certain pourcentage de victimes, non seulement les prêtres valides ne sont plus assez nombreux pour donner l'extrême onction - ce qui n'est pas autrement mortel - mais les médicaments et le personnel soignant manquent et des victimes guérissables en d'autres circonstances meurent faute de soins.

Depuis la déchristianisation des masses, les Conciles de Latran et d'ailleurs ont été remplacés par les conférences de l'ONU avec une efficacité comparable. Les Français connaissent bien les cas de violation du droit international par les autres pays, aussi nous limiterons-nous au cas des violations par la France.

Bien qu'elle ait accepté en 1899 et en 1907, aux Conférences de la Paix de La Haye, la prohibition des armes chimiques, c'est la

France qui déclencha la guerre des gaz en août 1914 avec des gaz lacrymogènes. Ceci, contrairement à ce que nous apprend encore aujourd'hui la propagande du Gouvernement Français. On sait ce qui s'ensuivit : plus de 125 000 tonnes de produits toxiques échangés de part et d'autre faisant 1 300 000 victimes dont plus de 100 000 morts.

En 1925, La France signe le Protocole de Genève interdisant «l'emploi en temps de guerre de gaz asphyxiants, empoisonnés ou autres, ainsi que tous liquides ou matériaux analogues» et «toutes méthodes de guerre bactériologique» avec toutefois, une réserve, à savoir : «la liberté de riposter si l'ennemi ou ses alliés utilisaient ces agents chimiques ou bactériologiques les premiers».

On comprend mieux les termes «emploi en temps de guerre» du Protocole si l'on sait que le Gouvernement Français avait déjà utilisé les gaz lacrymogènes pour briser les revendications ouvrières et qu'il tenait à pouvoir les utiliser encore. Le Gouvernement Français ne tient pas à être soumis aux règles de la morale internationale vis-à-vis de ses propres électeurs. Ce qui lui a permis en outre d'utiliser les gaz lacrymogènes en Indochine et en Afrique du Nord contre des peuples qui luttèrent pour leur libération. Aujourd'hui les gaz toxiques sont utilisés pour calmer les manifestations de l'ennemi dit «de l'intérieur» à l'aspect multiforme : lycéens, étudiants, ouvriers, paysans et marins, écologistes, et même les cadres, lorsque le tabac, l'alcool et les neuroleptiques dispensés à tous généreusement ne suffisent plus à calmer l'état d'oppression de ces exploités. La loi de 1971 interdisant la production et la possession des armes CB en France ne s'applique probablement qu'aux manifestants. Ratifiée en catastrophe par le Parlement, cette loi permettait en outre à la France - pays natal de Tartuffe - de donner une leçon de morale aux autres pays et de repousser dédaigneusement la Convention Internationale du 10.4.72 «interdisant la recherche, la production, le stockage des armes biologiques et toxiques et ordonnant la destruction des armes existantes».

Le droit de riposte n'a pas été revendiqué au hasard non plus. Il permet au Gouvernement Français de poursuivre la fabrication et la recherche de produits de plus en plus toxiques sous le prétexte original qu'il faut bien connaître ces produits toxiques pour pouvoir s'en protéger. Non seulement les connaître mais, comme l'écrit le Général Rothschild : «On ne peut pas se défendre contre les armes C et B ou autres sans savoir comment elles peuvent être utilisées pour l'agression.» C'est pourquoi la course aux armements C et B se poursuit sans discontinuer aussi bien en France que dans les pays qui en sont techniquement capables.

(à suivre)

Y. Le Hénaff

en direct des prisons trois étoiles

Photo GO-CNV Peneau

Quelques uns des otages de l'armée. Écrivez leur... ça remonte le moral

Jean-Luc STOTE N° 5516 Cellule 20 Maison d'Arrêt
10 rue de la Mouline 88200 REMIREMONT

Philippe GUYEN 4957 82 1
Maison d'arrêt de Besançon 5 rue Pergaud 25
BESANÇON

Bernard FORISSIER Prison de Montluc
1 rue du général Mouton Duvernet Lyon 3ème

Eric SCHAAL 667 976 Cellule 434
Michel LAMOTTE 667 425 Cellule 430
Yves CAREL 662 514 Cellule 442
José TEXEIRA 667 690 Cellule 446
3ème division Maison d'Arrêt de Fresnes
1 Ave de la Division Leclerc
94261 Fresnes cedex.

daniel HOARAU, Jean-Pierre LE MAT, Michel LEROY,
Michel BROUSSET, Daniel BLIQUET
Rz de chaussée sud M A Jacques Cartier 56 Bd J Cartier
Rennes Cedex.



La prison de Besançon, où croupit Philippe Guyen, photographiée par les participants de la seconde marche internationale pour la Démilitarisation

Eric Schaal, insoumis depuis février 77 et arrêté le 15 Août 77, vient d'être transféré à la prison de Fresnes. Le 23 Août il entamait une grève de la faim, à la caserne Duplex à Paris, pour exiger sa libération. De 56 kg, il est descendu à 50 kg.

Bernard Forissier, insoumis depuis avril 77, est arrêté le 15 août. Il entame une grève de la faim pour sa libération, et en solidarité avec Eric Schaal, dans les locaux disciplinaires de la caserne de Sathonay à Lyon, le 29. Son transfert à la prison Montluc est imminent.

Le Lundi 29 Août, à 19h 30, un groupe de trente cinq personnes par complicité avec Eric et Bernard interrompit le journal télévisé régional de FR3 pour obtenir la lecture d'un communiqué. Ce ne sera pas obtenu. Le lendemain France-Soir, Le Progrès et FR3 dénonçaient notre commando musclé visant à obtenir par la force une information. Pour eux, s'attaquer à leur monopole, c'était s'attaquer à l'impartialité de l'information, à la liberté de presse, dont ils sont, évidemment, les seuls garants.

FR3 Lyon est un service régional qui informe sur ce qui se passe quotidiennement. Depuis des années, sur cette région existe un courant d'opinions antimilitaristes. Un travail journalistique que les spécialistes ne veulent pas faire ou n'ont pas fait, a été effectué sur l'emprise croissante de l'institution militaire sur la ville et sa région, sur la vie des habitants.

Lyon militaire ce sont des casernes dans et à la périphérie de la ville, c'est le quartier général commandant la cinquième région militaire, c'est le Mont Verdun, deuxième PC atomique de la force de frappe, ce sont des milliers de personnes vivant de l'armée donc un poids, une force économique profession-

nelle, c'est un tribunal militaire qui siège tous les quinze jours infligeant des amendes ou des peines de prison ferme ou avec sursis à des soldats, c'est le fort Montluc, construit par les nazis où des centaines de résistants furent torturés et tués et qui est, maintenant, la prison militaire...

Lyon militaire, pour la presse locale, parlée écrite ou télévisée, c'est le carnet mondain, les défilés, les remises de médailles, les prises d'armes, les manœuvres...



Depuis des années, une opinion s'exprime, des individus se révoltent, avant, pendant, après le service militaire et à cause de la militarisation de la société: grève de la faim dans et hors des casernes ou des prisons conduisant parfois à l'hospitalisation meetings, diffusion de journaux et de tracts, fêtes, procès devant des juridictions civiles ou militaires, manifestations... L'information passe si l'événement l'impose.

Provoquer l'événement journalistique à l'intérieur des studios de FR3 ou des salles de rédaction des journaux est-il différent que de le provoquer dans les lieux où se formule et se diffuse l'information?

Pour nous, non, pour eux, oui. L'événement doit être stérilisé par peur de la contagion, les organes de presse assurent la prophylaxie et permettent ainsi le maintien de la discipline, de l'ordre. Traiter à distance, en journalistes, bien sûr neutres et impartiaux scientifiquement, détruit l'impact de la révolte, de la prise de conscience qui est liée à chaque refus de l'absurde ou de l'insupportable. Que cette distance disparaisse, que l'information ne puisse être filtrée, l'émission sera coupée.

L'information est le monopole de ceux qui sont, seront ou voudraient obtenir le pouvoir. Gérer la ville, le pays, l'entreprise, c'est aussi gérer l'information. L'un ne va pas sans l'autre. Perdre le contrôle de ce qui se dit ou s'imprime, c'est risquer de voir la machine s'emballer et ne plus répondre aux ordres. Il est facile d'accuser autrui d'atteinte à la liberté d'information quand ceux qui se sentent attaqués en ont fait leur monopole, leur propriété. Il y a eu de notre part violation de domicile, remise en cause de la sacro-sainte propriété, en l'occurrence celle de traiter et de transmettre l'information.

Nous sommes critiqués pour la forme de notre intervention et l'on essaie d'en oublier le fond. Nous serons peut-être jugés et condamnés sur la forme qui est délictueuse et non sur le fond car en république il y a liberté d'opinion comme chacun le sait, sinon allez voir à l'Est... L'existence de la lutte d'Eric Schaal et de Bernard Forissier, leurs raisons sont devenues publiques car nous avons encore une fois provoqué

l'événement en prenant les organes de presse à leur propre piège.

Nous ne sommes ni des comédiens, ni des clowns. Nous refusons de payer avec notre peau notre vie, notre liberté, ce que certains payent grâce aux pouvoirs financiers ou politique. Nous ne voulons pas que nos luttes, celles d'Eric Schaal et Bernard Forissier en particulier, passent par le



suicide ou la mort par suite d'une grève de la faim, par la création artificielle de l'événement, pour qu'enfin les habitants de la région, du pays soient informés et puissent évoluer. Nous ne voulons plus être l'événement, être le spectacle qui attirera sur nous l'oeil des caméras et le stylo du journaliste car l'information est pour tous et appartient à tous.

Groupe Insoumission

Des preuves, des faits, en voici, en voilà... Un manque de vocation militaire a valu à Jean-Luc Stote deux ans fermes offerts par le T.P.F.A. de Metz. Un détenu de droit commun qui prend deux ans fait de suite ce petit calcul : «Deux ans ! Si je me tiens peinarde je peux bénéficier de 6 mois de remise de peine.» Les remises sont attribuées par le Juge d'Application des Peines et le Chef d'Établissement du lieu de détention. Dans certains endroits, le Juge d'Application des Peines et le Chef d'Établissement accordent aussi 6 mois de remise de peine aux insoumis. Mais l'armée n'apprécie pas car il existe une circulaire ministérielle qui stipule que tout insoumis doit faire 21 mois, ce qui signifie que si cet insoumis bénéficie de plus de 3 mois de grâce, l'armée se sent dans l'obligation de le réinculper pour que soit appliqué le tarif. Mais réinculper sous-entend l'obligation d'un deuxième procès et du côté des T.P.F.A. un procès d'insoumis est rarement considéré comme une partie de plaisir. Alors... alors magouille...

Lorsque Jean-Luc était détenu à Metz il avait reçu par courrier la brochure «La justice militaire : le T.P.F.A. de Metz». Cette brochure comme le courrier de tous les détenus était normalement passée par la censure de l'établissement. Transférée à Remiremont (Vosges), le Surveillant-chef de l'établissement ne veut plus lui laisser cette brochure sans au préalable en demander l'avis aux autorités militaires. Trois mois et demie après (... oui déjà !) le T.P.F.A. de Metz fait savoir à Jean-Luc



par l'intermédiaire du Juge d'Application des Peines d'Épinal que cette brochure lui a été censurée. Motif : Jean-Luc est en taule pour insoumission. Il serait anormal qu'on lui autorise la lecture d'écrits antimilitaristes. Mr le Juge d'Application des Peines trouve cela tout à fait normal malgré l'article D 444 (ce qui tenait à prouver que les termes employés dans cet article ne le sont qu'en fonction de la beauté de leur résonance phonétique). Pourtant s'il suivait ce raisonnement pour tous les détenus, Mr le Juge d'Application des Peines devrait aussi interdire les revues pornographiques aux condamnés et détenus pour affaires de mœurs, les bouquins faisant étalage de violence aux détenus pour coups et blessures ou pour homicides, les bouquins genre «Arsène Lupin» aux détenus pour vols ou cambriolages, les bouquins de leur secte aux témoins de Jéhovah, etc. Ce n'est heureusement pas le cas, mais pourquoi cette mesure envers les insoumis ?

LE CUL ENTRE DEUX CHAISES

...c'est la situation dans laquelle sont les insoumis emprisonnés. Détenus politiques, ils ne bénéficient plus, depuis octobre 75, du «régime spécial» et sont considérés comme «droits communs». Mais un insoumis reste un prisonnier batard puisque pour chaque décision le concernant l'armée se réserve un droit de veto...

Si Jean-Luc avait bénéficié de remises de peines comme tous les autres détenus il serait déjà très certainement libre, mais les choses étant ce qu'elles sont, il ne sera libérable que le 5 novembre. En attendant, comme le prévoit la loi, le 10 août, Jean-Luc a adressé à Mr le Juge d'Application des Peines une demande de permission de trois jours pour les 2, 3 et 4 septembre, en vue de «préparer sa réinsertion sociale, et pour le maintien des liens familiaux». Le Juge lui a répondu que pour un insoumis il devait demander l'avis des militaires et qu'il devait bien se douter que cet avis serait défavorable. La réponse officielle est arrivée : «Demande refusée, avis défavorable des autorités militaires». Surprenant, non... mais ce qui étonne le plus c'est que là où pour un détenu de droit commun seuls l'avis du Juge d'Application des Peines et du Chef d'Établissement est nécessaire, l'armée vient encore semer son grain de sel.

Ce qui est plus étonnant encore c'est de voir qu'un Juge d'Application des Peines accepte que les militaires lui imposent leur avis et dictent des décisions qu'il devrait être seul à prendre, puisque la justice civile est paraît-il indépendante.

De plus, pour tous les cas de droit commun, on n'a jamais vu un Juge d'Application des Peines (même d'Épinal) consulter la partie civile avant d'accorder une permission. Lorsqu'un Juge d'Application des Peines accorde une permission à un condamné pour braquage, il ne demande pas l'avis du banquier braqué. Lorsqu'il accorde une permission à un condamné pour homicide, il ne demande pas non plus l'avis de la victime. Pourquoi pour un insoumis se doit-il de consulter l'armée alors que dans leur cas c'est justement l'armée elle-même qui est partie ?

REINSERTION !

Après seize mois et demi de détention (pour une condamnation de vingt mois ferme par le T.P.F.A. de Metz) j'ai été libéré le 17 août de la maison d'arrêt de Rennes.

Je n'ai su qu'à quelques jours de l'échéance fatidique, par la voix du surveillant-chef qu'ils avaient reçu des ordres afin d'éviter un comité d'accueil à la sortie (comme cela s'est fait quelquefois dans le passé pour d'autres insoumis).

Malgré les consignes, des ami(e)s du comité de soutien du Mans réussirent à m'attendre puis me cherchèrent toute la journée à Rennes. J'avais en effet été expulsé à 7 h du matin de la prison sans être conduit au siège de la région militaire.

Je n'ai donc signé aucun papier de l'armée et ne connais pas ma situation militaire !

C'était donc un langage en douceur : les militaires ne prendraient-ils plus de plaisir à réinculper les insoumis ?

Dans les prisons, les prisonniers sont à la merci de l'administration (directeur, surveillants) et des juges qui disposent selon leur bon vouloir d'ouvrir ou de fermer le robinet de la correspondance.

A Rennes, nous avons connu nos premiers ennuis de courrier (nous, car il y a deux autres insoumis «dangereux subversifs» : Daniel Habraut et Jean-Pierre Le Mat) suite à nos échanges de lettres avec Jean-René Quinard (ex-sergent déserteur que j'ai eu la chance de rencontrer à la maison d'arrêt de Metz). L'administration décida du courrier que nous pouvions recevoir «sans danger». C'est ainsi que sont déclarés interdits par lettre : Jean-René Quinard («le Larzac ? Le Larzac !») mot magique dans la bouche du surveillant-chef : Jean-René habite au CUN sur la plateau ; Madeleine Lemarié, coordinatrice d'Amnesty International, grand'mère qui a correspondu et correspond avec tous les insoumis. L'administration soutient sans rire que ces mesures sont «pour notre bien», «pour éviter la gangrène de la subversion et préparer notre réinsertion».

«Notre devoir est de juger ce qui est bon ou néfaste pour vous».

C'était notre rubrique : «Quand les agents de l'administration pénitentiaire ne se contentent plus de jouer du trousseau de clefs, mais se croient chargés d'une mission éducatrice».

Claude Besnard

Les insoumis n'ont plus le statut politique, mais du fait des interventions constantes de l'armée pour tout ce qui les concerne, il est évident que les insoumis ne sont pas non plus incarcérés sous un régime de droit commun.

Alors sous quel statut sont-ils catalogués ? Pour essayer de le savoir Jean-Luc en a fait la demande au Ministère de la Justice, au Ministère des Armées, au T.P.F.A. de Metz, à la Commission Juridictionnelle, demandant également que lui soient communiqués les textes qui régissent la situation des insoumis. Cela fait maintenant longtemps qu'il attend une réponse, ne serait-ce qu'une réponse de politesse... Mais il paraît que du côté des autorités militaires et de l'administration pénitentiaire on considère Jean-Luc comme un emmerdeur. Il ne fait pourtant qu'exiger que soient respectés ses droits dans un pays où, il est vrai, on avance la démocratie par une militarisation croissante et où grâce aux bras à rallonge des T.P.F.A. et à la protection de l'armée, la justice peut encore se vanter le plus sérieusement du monde de rester indépendante.

Sur sa première année de détention, Jean-Luc a bénéficié de 2 mois et demi de remise de peine sur 3, 15 jours lui ayant été supprimé pour grève de la faim de 8 jours et pour un rapport. Pour cette seconde année de détention, alors qu'il n'a fait l'objet d'aucun rapport et qu'il a mangé sa soupe normalement tous les jours, on ne lui a accordé que 15 jours. Explication : Mr le Juge d'Application des Peines du Tribunal de Grande Instance d'Épinal ne veut pas surmener ses collègues du T.P.F.A. de Metz en les obligeant à réinculper Jean-Luc, et pour ce faire, ne lui accorde que 15 jours pour ne pas dépasser le total de 3 mois sur les 2 ans. La pratique n'est pas des plus jolies, mais même si 2 mois et demi de remise de peine lui sont supprimés sans raison, il n'y a rien à redire car le Juge d'Application des Peines n'a pas à justifier sa décision : les remises de peine ne sont pas un droit, mais une faveur.

Par contre ce qui n'a rien d'une faveur, mais qui est un droit pour tous les détenus, c'est l'article D 444 du 22 mai 1977 du Code de Procédure Pénale, repris également dans la «Note aux Détenus» qui dit : «Vous pouvez vous procurer par l'intermédiaire de l'administration (vente au numéro ou par abonnement) tous les journaux, périodiques et livres français et étrangers de votre choix n'ayant pas fait l'objet de poursuites judiciaires ou d'une saisie dans les trois derniers mois.»

C'était notre chronique «des insoumis mal assis s'insurgent et il n'ont peut-être pas tout à fait tort».

Taulard Nonyme

Comité de Soutien à Jean-Luc Stote :
* Guy Weisse : 5 rue Taison, 57 000 Metz
* Mr et Mme Bernard Stote : Travexin, 88 310 Cornimont

PENSÉES D'UN TAULARD

Je suis en manque... des autres. J'ai un besoin pressant de «consommer» les autres, de partager de prendre et de donner à l'autre ; (c'est un appel amis de GO/CNV). On est rien soi-même sans les autres. C'est ce besoin d'échange permanent qui me manque le plus ici en taule. Échange des sens du cœur, des idées, des goûts, de soi et de l'autre ; la communion sans rites, sans mascarades, sans temple, n'importe où, avec n'importe qui, simplement quand s'en fait sentir le besoin.

La taule c'est l'abnégation de nos impulsions, la frustration de nos désirs et besoins.

C'est quand tu te rends compte de ça que tu t'aperçois que la liberté ce n'est pas avant tout marcher dans la campagne, écouter les petits oiseaux et boire à la source.

Je viens juste de comprendre le pote Brassens, quand il déclare que la campagne est dans sa tête et qu'alors il s'en fout s'il n'y vit pas constamment.

Moi aussi je l'entends et je la vois ma montagne et ce qui me manque le plus c'est vous les amis, ceux que je connais et ceux que je ne connais pas encore, ceux que j'aime.

Le monde tourne autour de toi
et toi tu ne bouges pas
Le monde vibre autour de toi
et toi tu ne le sens pas
Le monde chante autour de toi
et toi tu ne l'entends pas



Le monde pense autour de toi
et toi tu n'y penses pas
Le monde est là autour de toi
et toi tu ne le vois pas
et toi tu meurs autour de toi
le monde et toi ne le savez pas

Bernard FORISSIER

IL Y A DE LA GÈNE

J'étais abonnée à «Combat Non-Violent» et à la «Gueule Ouverte» avant la fusion, essentiellement pour être informée des initiatives et des actions anti-nucléaires, anti-militaristes, etc.. Mais je suis de plus en plus en désaccord avec l'idéologie qui voisine avec les informations, communiqués, compte-rendus, témoignages.

Il m'est difficile de définir ce qui me semble s'exprimer à travers une partie des articles, je peux seulement noter quelques attitudes qui me gênent. Cela peut se formuler à peu près ainsi : donner à un sentiment personnel, une interprétation immédiate du quotidien, un désir, une réaction devant un événement, la dimension des découvertes, idées nouvelles, susceptibles d'être à l'origine d'un monde nouveau, de devenir des lois générales. Je pense qu'il est effectivement libérateur de reconnaître à chacun (et en particulier aux lecteurs du journal) le droit d'écrire des banalités, de rêver des transformations radicales du monde, etc.. et que vous avez raison de ne pas censurer expression des sentiments et discours tels que nous en tenons tous entre copains, mais ce qui me gêne, c'est l'importance que leur donne la publication et leur prétention à dire ce qu'il faut penser, faire, rêver - à généraliser.

Par exemple les articles d'Isabelle Cabut, sa rubrique «Attention Indécence». S'il s'agit de réfléchir sur l'amour, de parler en général, pour les autres, il me semble qu'il suffirait d'abord d'inciter à lire «L'érotisme» de Bataille par exemple. S'il s'agit de sociologie, c'est très superficiel. S'il s'agit de permettre aux lecteurs d'exprimer quelque chose d'habituellement réprimé (la sentimentalité - et c'est là que Barthes essaie d'inventorier dans le discours amoureux anonyme), le préalable devrait être : chacun sait qu'il parle de lui seulement.

Dans le numéro 171, les commentaires de Georges Didier sur le Larzac me semblent être du même ordre : «Pourquoi cette non-violence, soi-disant si radicale, n'entraîne-t-elle pas dans son sillage un changement réel de société sur le plateau qui aille beaucoup loin que l'amitié ou la solidarité qui se sont instaurées peu à peu ou que la prise de conscience politique qui s'est révélée ?» Appeler «changement réel de société» le fait de vivre pauvre et en communauté me semble abusif. A moins de prétendre que le plateau du Larzac est une société à lui seul. C'est aussi oublier les contradictions que vivent les militants entre leur action d'opposition au pouvoir et leur place dans la société - contradictions que je ne crois pas du pouvoir des individus de maîtriser. «Il faut prendre le risque de changer». On dirait que c'est une question de courage (comme dans notre bonne vieille morale).

L'importance donnée à la lettre de Michel Debray : «Réflexions d'un lâche mais qui n'en pense pas moins» (une page et demie) n'implique-t-elle pas que cette lettre est susceptible d'intéresser un certain nombre de lecteurs à votre avis ? Or l'auteur de cette lettre réduit la portée de la manifestation de Malville à ce qu'en a montré la télé et justifie son absence en se prétendant seul clairvoyant face à au moins 50 000 manifestants, qu'il imagine horriblement naïfs ; pour toute analyse politique affirme que Carter «vaut un million de manifestants à Malville», et ne propose qu'une solution enfantine, un signe de reconnaissance entre marginaux et une morale volontariste.



S'il s'agit de philosopher, d'imaginer un autre monde et d'analyser ce que nous vivons, il y a des méthodes et des connaissances qui permettent d'aller plus loin qu'une conversation mondaine. S'il s'agit de laisser libre l'expression de chacun, pourquoi vouloir chaque fois faire une loi de sa vérité personnelle ?

Corinne

L'EXPÉRIENCE ALLEMANDE

(...) Les comités Malville auraient dû se montrer capables de limiter certains dégâts, surtout en ce qui concerne la psychose anti-allemande. En effet, non seulement ils ont laissé s'installer les étrangers dans un seul camp, celui de Morestel, créant ainsi une situation de ghetto, mais ils renforcé celle-ci en n'envoyant sur le camp aucun responsable chargé de faire passer l'information. Ils ont donc évidemment - mais, nous l'espérons, inconsciemment - fait le jeu du gouvernement en créant un véritable foyer de tensions favorisant la xénophobie.

Les Allemands n'avaient donc plus qu'une solution : celle de s'organiser d'une façon indépendante, et ce en partant de leur propre expérience, fruit de luttes menées sur un terrain politique différent. La coupure entre Français et Allemands était ainsi «établie».

En effet, la situation des comités anti-nucléaires allemands est tout à fait différente puisqu'ici, en Allemagne, les luttes anti-nucléaires ont déjà une histoire au cours de laquelle la proportion de groupes organisés par rapport aux éléments de la population a totalement basculé. Nous sommes partis de Wyhl (pays de Bade) il y a 3 ans, d'une occupation soutenue essentiellement par la population et au cours de laquelle les forces de l'ordre, surprises par le nombre des manifestants et non préparées à une épreuve de force, ont rapidement rejoint leurs véhicules et ont dégagé le terrain. Mais ce qui a été possible grâce à l'effet de surprise ne l'a plus été plus tard, à Brokdorf et Grohnde. Au fur et à mesure que les réactions de la police se durcissent, le pourcentage de la population diminue, ce qui apparaît le plus nettement cette semaine dans la création d'une milice de villageois s'opposant aux occupants du village anti-nucléaire installé à Grohnde (Basse-Saxe). Les groupes allemands avaient plus d'expérience que les comités locaux, sans avoir pour autant une ligne commune. Selon le lieu de leur lutte, pays de Bade ou Basse-Saxe, ils avaient dans leurs rangs les mêmes divergences de tactique que celles qui opposent les Français. Ici comme là se trouvent des violents, des non-violents, et surtout des hésitants, et c'est pourquoi les groupes allemands avaient besoin de la coordination. Nous lisons cette semaine trop souvent des articles rendant hommage aux «méritoires efforts» des comités et trop peu essayant de formuler une critique pouvant devenir constructive. Or c'est le manque même d'organisation et de tactique des groupes français qui a fini de séparer les manifestants et qui a parachevé le jeu des forces de l'ordre.

Et pourtant, les autorités n'ont pas réussi à nous faire oublier que la ligne réelle de démarcation ne passe pas entre les Français et les Allemands, les violents et les non-violents, mais entre les pro- et les anti-nucléaires. Tous les témoins à charge étaient des membres des services d'ordre, «képis» qui, comme le dit si bien Me De Felice, représentent «le passé le plus absolu, l'absence de pensée». Par contre, les témoins de la défense étaient soit des habitants des villages voisins, soit des manifestants. Les habitants n'ont pas respecté les règles du jeu imposées par les autorités, ils nous ont hébergés, protégés contre les forces de l'ordre, et ils ont témoigné pour nous. Les seuls deux camps qui existent sont celui des bureaucrates, des appareils militaires et judiciaires (favorables à l'énergie nucléaire) et celui des autres, des civils qui veulent protéger leurs vies et leurs avenir. Jamais les liens étroits existant entre énergie nucléaire et société militarisée n'ont apparus plus clairement au grand jour que dans ce procès qui n'aurait été qu'une farce s'il n'avait eu de telles conséquences.

Nous avons vécu cette situation de façon dramatique, nous avons été obligés d'assister impuissants au procès et à la condamnation de nos camarades, nous avons entendu le récit des sévices qu'ils ont subis dans les locaux de la police française, et nous savons que déjà, la solidarité internationale qui commençait à se dessiner s'ébrèche, se fêle. Nous sommes bien loin des manifestations ressemblant à une fête, loin du Larzac des dernières années. Désormais, lorsque nous entendrons «Venez tous à...», nous ne pourrions plus nous décider de façon spontanée. La fête est finie, la lutte commence.

M. Caselli
(Fribourg en Brisgau)

BELGIQUE

(...) Les réactions des médias ont été d'emblée moins dégueulasses chez nous, en Belgique, probablement grâce à la RTB dont les reportages ont rendu le maximum possible de vérité. Pendant la semaine qui a suivi Malville, le ton et le sens des informations dans la presse ont considérablement évolué pour aboutir, disons, au doute et presque, mais pas tout à fait, Himmel ! à la remise en question.

Samedi, 6 août, solidarité, 60 manifestants ont bloqué le TEE en direction de Paris, à la gare du Midi, à Bruxelles. Affiches-photos de Vital Michalon, slogans de circonstances, libérez nos camarades : La gendarmerie était là avant nous, mise au parfum, mais à moitié ; dans la course vers les rails, un copain a entendu un flic s'exclamer : «Merde, c'était ça !» Vingt-cinq arrestations, détention jusqu'à la nuit, largage dans la «campure», quelques matraquages, une épaule démise : du très commun.

Dans la presse, cela donne : trente manifestants, dix arrestations. Classique.

Et puis, c'est la pause, l'après-Mal-

ville. On attend la GO et qu'est-ce qu'on trouve, quand elle se pointe : chagrins, désillusions, constats d'inefficacité et d'impuissance.

Ah, mais non camarades ! Vous n'allez pas commencer à touiller dans la merde. C'est énervant. Arthur - confiture - carroussel - à - trois - voitures, nous savions que nous allions marcher contre les flics, puisque c'était une manifestation anti-nucléaire. L'amour, les mains tendues, la grande symphonie cosmique, jamais personne n'a pu réellement croire que ça allait faire flamber les flics d'un grand feu d'intelligence et de soudaine fraternité, que nous allions pouvoir marcher sur Super-Phénix soutenus et protégés par les CRS contre EDF. Et du citron au masque à lacrymos, tous vos modes d'emploi indiquaient à suffisance que vous saviez et que vous désiriez qu'on sache.

Nous sommes partis avec la trouille au niveau de la gorge. Un objectif : passer la frontière ; les flics nous avaient téléphoné à plusieurs reprises pour connaître le nombre de manifestants, le lieu de passage à la frontière. Devant notre mauvaise volonté, ils se sont même déguisés en journalistes du Matin de Paris. Il avait bien l'accent, mais manque de bol, il posait les questions dans le même ordre et avec les mêmes erreurs.

A Morestel depuis le 28, la trouille est descendue au niveau de l'estomac. Devant la terreur CRS, il n'y avait vraiment plus moyen de douter de ce qui nous attendait.

Nous sommes partis à la marche avec la bidoche qui nous tirait de plus en plus en arrière. Notre slogan : les traitres s'en vont et les cons restent. La trouille était descendue très bas, prête à sortir par le trou qu'on sait. Si nous avons bien compris le mouvement général, nous devons aux manifestants moins hypocritement candides et plus courageux que nous d'être revenus entiers à nos foyers.

Pour nous, maintenant, la non-violence, c'est clair. Il ne s'agit pas de philosophie plus ou moins vaseuse. La non-violence, c'est l'arme du plus faible, physiquement et matériellement. C'est le croc-en-jambe devant la fosse à purin, c'est le détournement (révé) d'une énorme manif de l'objectif primaire où attendent bêtement les flics vers un objectif secondaire susceptible de foutre une pagaille indescriptible dans le pays, sans que les flics puissent seulement imaginer d'intervenir, c'est l'astuce, c'est foutre la merde partout et bloquer une situation assez longtemps pour que les gens réfléchissent et c'est pas triste. Et qu'ils viennent avec nous. Le combat non-violent, c'est le combat intelligent et victorieux, parce qu'il désarçonne la brute asservie, la laisse bavante d'incertitude, et «gneurfant» aux ordres de ses supérieurs paumés.

Pour nous, après Malville, la non-violence, c'est la démerde, pas individuelle, mais ensemble, et prudente et chuchotante, les flics sont partout, et marrante, c'est jubilant de se foutre des cons. Malville le vent se lève, faites gaffe, c'est par milliers qu'ils sont repartis, dégueulants, mais pas de chagrin, absorbés, mais pas découragés, veufs mais cruellement vivants, eux, transformés. S'ils ont marché, le nez piqué en terre, c'est parce qu'ils réfléchissaient. Non, Arthur, ni amers, ni déçus, nous sommes repartis plus expérimentés et - c'est vrai - plus déterminés que jamais. Ces ordures ont voulu nous faire peur : ils y sont parvenus. On les reçoit 5 sur 5. Mais c'est à nous que ça profite. La peur nous est devenue plus familière, on l'a endurée. On l'endurera encore.

Ne soyez plus tristes : écoutez et regardez autour de vous le ruissellement de la conscience qui cascade de

groupes en groupes vers les gens, ouais, parfaitement, je ne retire pas un mot. Mes amis - que - je - chéris, depuis que nous militons, nous avons appris à ne plus rien espérer, parce que militer en Belgique, c'est un fameux écolage et l'espoir y démolit plus sûrement que Super-Phénix.

Vous le dirai-je, depuis Malville, quelque chose pointe irrésistiblement sous la couverture que nous ne pouvons plus dissimuler aux regards cochons de nos amis et connaissances, malgré notre rigoureuse discipline, forgée dans la déception permanente. Nous sommes de nouveau contaminés, camarades : on ne peut pas s'empêcher d'y croire de nouveau, en entendant les gens parler et changer si vite.

C'est pas dit que nous allons tous crever. Peut-être que pour la vie, c'est reparti, à Malville, sous la pluie, Malville, c'est la tempête semée et merde, elle va germer, comme dirait Victor Hugo. A vos imaginations ! Nous allons créer un de ces bordels dont ils ne pourront plus jamais sortir. Et alors, place à la danse !

On vous attend à Kalkar. À bientôt.

Michelle Barzin

TENTATION MARGINALE

Tachez de comprendre ça une bonne fois pour toutes : dans l'immédiat on ne fera rien de solide si nous n'arrivons pas à toucher ceux que Michel cite dans GO-CNVN0171 - les gens de tout les jours- (métro, boulot, dodo, ma famille, moi...)

Le danger, c'est la coupure, la marginalisation de nos idées et de nos actions, même si nous sommes cent mille. Nous ne serons jamais qu'une masse d'hérétiques à abattre, un état dans l'état (pas d'accord avec Michel Debray !)

Le pouvoir et la presse officielle le savent bien à en piger les déclarations télévisées ou les réflexions de journalistes verveux inspirés par la suite des récents événements qui nous touchent de près.

Vis à vis du reste de la population, rien de mieux que de nous isoler et nous faire paraître comme une bande d'écologistes (voilà déjà une coupure - le danger des étiquettes s'il faut encore le rappeler) romantiques, rétrogrades, parfois rigolos, dangereux à l'occasion, manipulés ou irresponsables, jeunes de surcroît (c'est pas sérieux, c'est un jeune !) j'en passe et des meilleurs...

La caricature-le cheveu crasseux en jeans et pourquoi pas drogué (l'homme au couteau entre les dents n'a plus cours) - et la dérision sont un danger permanent contre lesquels nous aurons toujours à nous méfier.

Montrons les dangers du nucléaire, d'accord ! mais parallèlement dénonçons à ceux qui nous entourent ce qu'il dissimule.

Dénonçons le mensonge et les menteurs, le chantage (énergie - emploi - chômage), le bourrage de crâne à la télé et dans les journaux, donnons notre version des faits et apportons nos témoignages ailleurs (ou en plus) que dans la GO/CNV, c'est à dire publiquement, en dehors des sphères traditionnellement concernées.

Notre information n'aura de vraie valeur que lorsqu'elle s'inscrira dans le cadre d'un processus de « réaction en chaîne » et par ce fait touchera un plus grand nombre.

J'insiste, si nous nous laissons enfer-

mer dans le piège du « marginal » ou même du groupe social, le temps, pour ne pas dire l'Histoire, nous donnera peut-être raison d'ici à quelques décades, mais il sera sans doute trop tard.

Quelqu'un a dit à propos de la Commune : « Les Communistes ont rêvé une France qui n'existait pas et la France réelle les a collés au mur. » Après un certain 31 juillet à Malville, je serais tenté de remplacer « Communistes » par « Écologistes ou Non-Violents ».

Ne recommençons pas les mêmes erreurs !

Marc Fayt

ENTHOUSIASME

Cher J.P. Derimay (GO/CNV n°172, p.4) tu es génial. Je gagne 2300F par mois. Je peux mettre 3% de côté pour la mutuelle, ça fait 70F en arrondissant à la dizaine supérieure pour manifester l'enthousiasme et la haine de la complication numérique. Je les gagne pour longtemps puisque je n'ai pas honte le soir de ce que j'ai fait dans la journée.

Je n'ai actuellement aucune possibilité de m'investir pour étudier et mettre sur pied cette mutuelle bientôt multinationale. J'essaie de mettre au point d'autres trucs dans lesquels je suis plus compétent.

Et ton truc (c'est quoi Swipe ?) j'attends le signal de départ en frétilant de la queue. (Le premier chèque est déjà fait). Dans les premiers temps, j'aimerais qu'on achète de la terre, non pour faire du blé et de beurre, mais plutôt pour faire de la farine et du fromage. Mais ce n'est là qu'une proposition.

Je crois que pour définir les structures et caractéristiques du truc, il ne faut pas chercher à trouver LA solution, mais construire plutôt dans l'esprit de la société expérimentale dont parlait Lambert (en mars je crois). Qu'une caractéristique de tout ce qui y sera fait soit le détachement et la gratuité des actes.

Allez bonjour,

Charles Nonyme

SYNDICATS

La photocopie ci-jointe : « Comment les convaincre ? » m'a fait sursauter : pour les convaincre, il faut aussi participer à leurs luttes ? Qu'en pensez-vous ? Vous parlez un peu de LIP ; (on ne peut pas tout faire, me direz-vous ?) A quelques exceptions près, toutes les luttes ouvrières sont non-violentes : elles

n'ont pas la légalité toujours, ou le droit, par conséquent la police est... Les dirigeants syndicalistes acceptent volontiers le dialogue avec les écolos, à tel point que la C.F.D.T. de ma boîte a affiché les posters sur la marche anti-militariste et sur Nogent. Cependant, elle n'a pas invité ses membres à aller à Malville. Il est sûrement inutile que leurs avis ou le mien soient écrits ici.

Les membres syndicalistes sont peu éveillés vis-à-vis de l'écologie et de l'autogestion à cause du savoir, savoir technique, administratif, scientifique, des langues, etc... c'est cela qui bloque les ouvriers pour qui le court terme, la fin du mois, la suppression des bonis sont beaucoup plus importants que tout le reste. La hiérarchie n'est donc pas remise en cause dans l'usine (ici fabrication de téléphones) aussi bien par les ouvriers que les dirigeants syndicalistes.

Quant à l'aberration des grosses unités (ici 2000 personnes) tout le monde en est conscient à tout niveau. Mais tout le monde pense que c'est un mal nécessaire face aux trusts multinationaux et la concurrence. Personne n'a fait l'étude d'un démantèlement des grosses unités en vue d'instaurer des petites unités où l'autogestion serait beaucoup plus applicable. CNV/GO ne publie sûrement pas assez d'articles ou d'expériences ouvrières sur ces sujets. Autre chose ; en effet, je vous avais envoyé de la documentation sur la lutte des ouvriers du Parisien Libéré - peu importe ce qu'elle est devenue - peu importe aussi si le Parisien Libéré est vraiment creux - peu importe également si la C.G.T. semble monopoliser l'affaire - par contre, les méthodes non-violentes de lutte pourraient faire l'objet de quelques lignes ? Cela ouvrirait un peu le dialogue avec les ouvriers et également les yeux de pas mal d'écolos ignorant l'esprit régnant dans les entreprises... C'est une suggestion.

Les deux numéros CNV/GO du début août manquaient de tonus, la présentation historique et géographique du Larzac par contre était bien faite. Merci et bon courage.

Jean-Pierre

CURIEUX

Où sont passées les femmes de GO/CNV. Isabelle n'est plus avec tous les autres (voir dernière page) directrice de la publication. Tous les articles signés par des membres du journal sont des articles d'hommes. Pour une fois dans un journal non féminin, les femmes n'étaient pas uniquement secrétaire, composeuse, classeuse, classeuse, etc... Consciencement ou inconsciencement, messieurs, n'auriez-vous plus accepté cette égalité ! Mesdames, pourquoi vous êtes-vous laissées faire ? Dommage pour un essai de vie différente.

Ce n'est pas la première fois que les lecteurs sont tenus à l'écart des problèmes internes, jusqu'au jour où tout éclate. Dommage aussi (voir ancienne G.O.).

Je suis peut-être bien curieuse, mais c'est parce que ce que vous faites m'intéresse.

Amitiés

Sophie

RÉPONSE

C'est vrai, je ne suis plus directrice de publication, et j'ai oublié de vous en prévenir ! C'est que ça me paraissait peu important en ce qui concerne mon rôle à l'intérieur de l'hebd : cette décision est toute tournée vers l'extérieur. J'en avais marre de la responsabilité vis-à-vis des imprimeurs, marchands de papiers et autres créanciers. J'en avais marre d'être, vis-à-vis des instances (et, hélas, de nombreux lecteurs) la seule interlocutrice valable, simplement parce que mon nom apparaissait sur une petite ligne en page 16. Envie d'un peu d'anonymat et de fusion dans la masse, quoi...

À l'intérieur, soyez tranquilles, j'ai gardé ma grande gueule, ma manie d'avoir des idées et de chercher à les faire partager : enfin je suis toujours là et un peu là, simplement, ici, on n'a pas besoin d'avoir une fonction officielle pour être respecté(e), comme chaque autre, par les copains.

C'est vrai aussi que, depuis deux ou trois semaines, je n'ai pas écrit. Ben figure-toi, Sophie, que je n'avais rien d'urgent à dire. Et GO/CNV n'est pas une usine à écriture, quelle chance, où il est obligatoire de pisser sa copie pour avoir droit au bol de soupe. On n'y sacrifie pas non plus l'écriture et on considère que participer à un canard, ce n'est pas forcément aligner des mots sur un papier. Ainsi, ces dernières semaines, j'ai consacré beaucoup de temps à la maquette. Il me faut maintenant apprendre à composer les textes sur l'impressionnante machine électronique de façon à n'avoir pas besoin d'un ou d'une secrétaire-mercenaire pour taper à longueur de journée les fruits de nos cerveaux fertiles d'intellectuel(le)s manchots. C'est ça, entre autre, notre recherche ici. Enfin, en ce qui concerne la suprématie masculine et le cantonnement des femmes aux tâches subalternes, je peux te dire que, en ce moment par exemple, où je suis en train d'écrire ces lignes et où je m'apprête à me laver les cheveux, Jean-Louis Soulié tape à la composeuse, Petit-Roulet fait la vaisselle et Georges Didier s'ennuie dans sa comptabilité. Quand les filles ont envie d'écrire, elles écrivent et personne, il ferait beau voir, ne s'oppose à la publication de leurs textes. Quand elles n'écrivent pas, comme moi en ce moment, c'est sans doute qu'elles n'ont pas besoin de ce signe extérieur de richesse intellectuelle pour savoir que personne ne les méprise.

Faut nous faire un peu confiance, Sophie et les autres, on ne cherche pas à vous cacher quoi que ce soit. On vit et ça va vite, alors on essaie de ne parler que de l'essentiel.

Isabelle Cabut

Claviste du texte : Daniel

GERSTHEIM : EDF DÉMONTE

Nous sommes de Gerstheim ; cela fait déjà longtemps qu'on occupe le terrain, 7 mois maintenant ; on est très content qu'EDF enlève le pylône. Je pense qu'ils ne vont plus le remettre. Mais il faut quand même toujours garder la place, on ne sait jamais !

C'est par ces quelques paroles que nous avons été accueillis sur le site de Gerstheim (Bas-Rhin), prévu pour l'implantation d'une centrale nucléaire. C'était le mardi 23 août. Ce jour-là, EDF avait fait procéder au démontage de ce pylône de 80 mètres de haut. Une cinquantaine d'habitants de Gerstheim, surtout des personnes âgées, étaient venues là, assister - pardon contrôler - l'opération.

L'histoire du pylône avait commencé le 25 janvier de cette année (Gueule Ouverte n°144). Des pêcheurs qui passaient aux abords de la centrale hydroélectrique croyaient rêver. Un pylône de 80 mètres de haut perçait la brume. Et personne ne s'en était rendu compte. L'alerte immédiatement donnée et après une brève assemblée générale, les habitants de Gerstheim décidèrent de rester sur le terrain jusqu'à ce que le pylône soit retiré. Car pour eux, ce mât météo était le signe avant-coureur d'une centrale nucléaire. On estimait donc sa présence inutile. EDF, pensait-on, aurait pu s'épargner cette dépense. Mardi matin, un vieux Gerstheimois qui assistait au démontage était amer :

«Quels frais engagés pour démonter ce pylône -qu'ici personne ne voulait- et dont EDF affirme maintenant qu'il ne servait de toute façon à rien puisqu'il existe d'autres moyens pour faire des relevés météorologiques.»

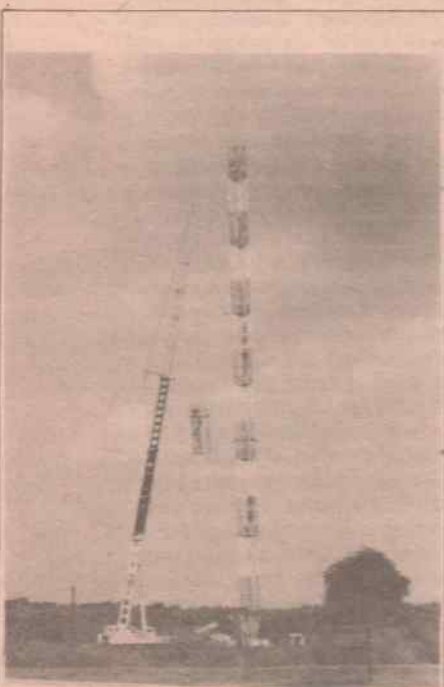


Photo ERVF

EDF démonte le pylône de Gerstheim. 7 mois de lutte non-violente et au bout la victoire.

Aujourd'hui, le CODSEG, le Comité d'organisation et de défense du site d'Erstein-Gerstheim, a des raisons d'être satisfait puisqu'il vient d'obtenir le démontage du pylône ; pourtant cette habitante de Gerstheim, membre du CODSEG a le triomphe modeste : «On n'a pas gagné la guerre mais on a gagné une bataille. Pour nous, le pylône est le symbole de la centrale nucléaire. On démonte le pylône, mais cela

ne veut pas dire qu'on n'aura pas de centrale. Dans l'immédiat cela nous permettra de lever l'occupation».

Psychologiquement, pour tous les gens aux alentours, cela a beaucoup d'importance, car on a pu interdire à EDF de faire des études, du moins sur le terrain. L'objectif a donc été atteint, et les habitants de Gerstheim ont décidé d'arrêter l'occupation mercredi dernier, lors d'une assemblée générale. La maison de l'amitié, cette rotonde que l'on put voir sur tous les sites d'occupation alsaciens et badois a été soigneusement démontée, «on ne sait jamais, elle pourrait réserver» nous a-t-on dit. Mais pour les habitants de Gerstheim, la lutte n'est pas terminée. D'abord, Gerstheim restera un site envisageable au même titre que Sundhouse, Lauterbourg et Markolsheim. Ils restent donc mobilisés et garantissent de revenir sur ce terrain dès qu'EDF reviendra ! Par ailleurs, moins préoccupés à présent par leurs propres problèmes, ils ont promis de donner maintenant un sérieux coup de main aux occupants du pylône de Heiteren.

Cette occupation de terrain, exemplaire à plus d'un titre (il y a tout de même plus de soixante localités qui y ont participé), a profondément marqué la population de Gerstheim et de ses alentours, et notamment en ce qui concerne les rapports entre les gens. «Aujourd'hui, quand on se croise dans le village, on s'arrête, on s'informe mutuellement, on parle du terrain. Vraiment, de véritables liens d'amitié se sont créés», nous disait cette habitante qui nous a accueillis dans la rotonde. Ou encore cette autre dame : *Aujourd'hui, les gens ne viennent pas seulement à cause du nucléaire ils viennent tout simplement pour avoir des contacts humains.* Cette manie d'occuper les terrains en Alsace semble donc avoir une double origine : préserver sa terre d'une part, pour d'autre part la transformer en lieu de rencontre. Un peu comme le bistrot de village avec en plus le fait que tout le monde vient et notamment les femmes pour qui le bistrot fait mauvaise impression.

Nous nous sommes également aventurés à vérifier si cette occupation a changé quelque chose au niveau des mentalités. Alors là, les interventions sont plutôt variées. Nous avons demandé si après cette longue occupation, les gens allaient voter différemment lors des prochaines législatives. Pour les plus âgées des dames, la réponse a été catégorique : «Ça, c'est de la politique, ça ne nous intéresse pas et de plus, ça n'a rien avoir avec la lutte antinucléaire !». Pour le mari de l'une d'entre elles, la question l'intéresse et il est prêt à parier qu'un des partis changera ses positions d'ici les élections car, nous dit-il, «il y a tellement de gens qui sont opposés au nucléaire qu'il faudra bien que les partis reviennent sur leurs positions». Pour la militante du CODSEG, il n'y a qu'une seule solution : c'est l'abstention ou plutôt le boycott.

Avant de se quitter, les occupants de Gerstheim ont signé un serment dont voici le texte.

1. Le démontage du pylône météorologique de Erstein-Gerstheim constitue de toute évidence une victoire des opposants du site nucléaire.

2. Toutefois, prenant acte que le démontage de ce pylône ne remettra pas en cause le

principe des relevés météorologiques et n'a aucune incidence sur le choix d'un site d'implantation d'une future centrale nucléaire selon les déclarations de la préfecture du Bas-Rhin.

3. En face des dangers maintes fois dénoncés, liés à la production d'énergie électrique d'origine nucléaire et soucieux de contribuer à la défense de l'environnement, déplorant l'absence d'information et de consultation préalables sur les projets d'implantation de centrales nucléaires et en particulier en ce qui concerne les garanties élémentaires réclamées pour la centrale de Fessenheim.

4. Dénonçant le système de production basé sur le profit et la centralisation au niveau du pouvoir et de la distribution d'énergie dont EDF assure le monopole.

Les représentants de plus de soixante communes et associations réunis le 24 août 1977 à Gerstheim à l'issue de l'assemblée

générale du CODSEG, s'opposant à l'implantation de toute installation nucléaire sur le site de Erstein-Gerstheim et dans la plaine du rhin, par tous les moyens qu'ils jugeront utiles y compris une nouvelle occupation,

- exprime leur solidarité à tous ceux qui, en France et par delà les frontières, luttent contre des projets analogues,

- demandent l'arrêt de tous les programmes nucléaires et l'organisation d'un débat démocratique sur nos besoins d'énergie et sur les problèmes non résolus,

- une intensification des recherches dans le domaine des énergies nouvelles et des économies d'énergie,

- appellent les populations à la réflexion et à la vigilance.

L'équipe de réalisation de Radio Verte Fessenheim

fessenheim 1 : rendement 16,6 % !

Six mois après sa mise en route, FESSENHEIM I aura fonctionné un mois.

A l'arrêt depuis le mois de mai, à la suite d'un incident mécanique survenu sur la turbine, la chaudière nucléaire de la tranche I de Fessenheim a été remise en service ; le réacteur a de nouveau divergé lundi 22 août vers 21H. Le couplage sur le réseau est prévu en fin de semaine, après exécution d'essais à faible puissance sur le réacteur.

C'est par ce communiqué, plutôt avare en précisions que messieurs Leblond et Rousset, les responsables de la centrale de Fessenheim ont annoncé le redémarrage de Fessenheim I. Et cela deux semaines seulement après de nouveaux incidents. En particulier des fuites sur les soudures d'étanchéité au-dessus de la cuve du réacteur.

Fessenheim I repart donc après un repos forcé de près de quatre mois. Mais ce redémarrage du réacteur ne contribuera pas à apaiser nos craintes de voir des pannes se reproduire en plein fonctionnement. Il ne contribuera pas non plus à apaiser nos doutes quant à la qualité des installations. Car enfin, si nous tentons de faire un rapide bilan, nous pouvons dresser le constat suivant : entre le 7 mars, jour de la divergence du réacteur I de Fessenheim et le 2 mai, jour de la panne de la turbine qui a immobilisé le réacteur jusqu'à lundi soir, le réacteur a essuyé pas moins de 4 pannes. Ces faits relevés dans le rapport de la commission de contrôle du 18 mai, permettent de faire le chiffre suivant : 6 mois après la divergence annoncée en grande pompe, Fessenheim I aura fonctionné un peu plus d'un mois.

Ces pannes attribuées à la partie non nucléaire du réacteur, ont toujours été qualifiées de mineures et non dangereuses pour les travailleurs de la centrale et les habitants des alentours. Malgré tout on peut rester perplexes devant la soi-disant perfection des installations. Car enfin, si l'on est pas même en mesure de maîtriser les problèmes de robinetterie et de plomberie, comment peut-on faire confiance à la partie nucléaire qui, elle, est beaucoup plus complexe ?

Reste encore un point en suspens, que nous aimerions bien connaître. Il s'agit du coût actualisé de la centrale, après les pannes, le retard et le remplacement du matériel.

En ce qui concerne le réacteur 2 de Fessenheim, il semble suivre la voie de son grand-frère. Mise en service le 27 juin dernier, la tranche II est à l'arrêt des suites de pannes identiques à celles qui se sont déjà produites sur le réacteur I.

En ayant mis en chantier les deux tranches en même temps, EDF a de grandes chances de voir se produire les défaillances deux fois. Pensez-y à chaque fois que vous paierez votre note d'électricité.

Quant à Fessenheim III et IV, le premier ministre Barre vient de rappeler une fois encore à Colmar, que les deux tranches ne seront pas construites dans les prochaines années. Restons quand même vigilants car les périodes pré-électorales ont poussé bien des hommes politiques à faire les plus extravagantes promesses.

communiqué

Samedi 3 Septembre, la huitième émission de Radio Verte Fessenheim (R.V.F.) a dû être interrompue au bout de la 6ème minute (comme l'ont remarqué tous les auditeurs). En effet, un hélicoptère de la police surgissait sur les lieux d'émission et prenait en chasse l'équipe de R.V.F. pendant une heure et demie. Grâce au soutien de la population locale, aucun membre de R.V.F. n'a été arrêté, et la totalité du matériel a pu être sauvée.

L'équipe de R.V.F. suite au succès que rencontre l'opération «1000 auditeurs», estime indispensable la poursuite de leur action malgré les moyens de répression mis en œuvre par les autorités.

R.V.F. a été créée pour donner la parole à la population, pour lutter contre la mise en route de la centrale nucléaire de Fessenheim et contre l'implantation de toutes autres centrales et pour informer largement sur les véritables dangers du nucléaire : c'est pourquoi R.V.F. donne à nouveau rendez-vous à ses auditeurs samedi prochain 10 Septembre à 19h45 sur 101 Mégahertz, pour diffuser l'émission interrompue précipitamment le samedi 3 Septembre.

R.V.F. lance un appel à la population pour pouvoir émettre avec plus de sécurité : 101 demande à tous et à toutes de lui adresser lettres de soutien, critiques et suggestions, aides financières à l'adresse suivante : Alain BOOS, école de Kutzenhausen, 67250 Soultz sous Forêts.

L'équipe de réalisation de R.V.F.

DIALOGUE DE SOURDS - BÈGUES

Sur le fond sonore des plasticages quasi-quotidiens les déclarations diverses concernant la Corse se détachent de moins en moins bien. Il peut difficilement en être autrement quand, chaque matin on se demande non pas si la nuit a été calme, mais qui a été plastiqué ? Le fait qu'on ne cherche même plus à savoir le pourquoi des plasticages traduit bien une accoutumance que ni les déclarations réprobatrices de l'UPC, ni les appels vengeurs du Comité Central Bonapartiste ou du Parti Communiste, ni les propos musclés du Préfet de région, ni les analyses du P.S., n'arrivent à masquer.

Approbateur ou réprobateur, tout le monde a pris conscience que le « fait » F.L.N.C. pèse désormais assez lourd dans l'évolution de la situation en Corse. Même ceux qui sont en désaccord total avec l'objectif d'indépendance du F.L.N.C. reconnaissent que, sans les plasticages, personne ne songerait au niveau gouvernemental à se pencher sur les problèmes spécifiques de la Corse. Même les nationalistes tricolores forcenés souhaitent que cette spécificité soit reconnue dans les institutions. La seule impression générale qui domine le bruit des plasticages c'est que, dans l'état actuel des choses, le gouvernement est incapable de résoudre le problème posé : voyons d'abord l'attitude des partis politiques corses.

Les R.P.R. et le clan ROCCA-SERRA critiquent vertement et ouvertement l'attitude du gouvernement actuel à l'égard de la

Corse, alors que cette attitude n'est que le prolongement de la politique de mépris et d'erreurs suivie par l'U.D.R.

- Les Giscardiens font des propositions de pouvoir régional pour la Corse qui n'ont rien à voir avec la position des instances parisiennes.

- Les communistes clament à l'envie que le Programme Commun de la Gauche résoudra tous les problèmes.

- Les Socialistes proposent leur statut spécial avec la sensation que le projet de loi déposé a dénaturé les propositions élaborées à la base.

- Le M.R.G. ou plutôt le clan GIACCOBBI regroupe en fait ceux qui seraient les plus contents de l'attitude du gouvernement actuel. Il n'y a qu'à voir la façon dont le Président GIACCOBBI vient toujours applaudir aux mesures proposées par le gouvernement. Mais le chef du clan a l'air de moins en moins convaincu quand il répète aux contestataires : « faites-vous élève, vous parlerez après ».

- Les autonomistes, de l'UPC ou d'ailleurs, n'attendent rien de ce gouvernement, et relativement peu de celui qui arrivera peut-être en 1978.

- Les Indépendantistes ont l'espoir que le gouvernement continuera à accumuler les erreurs ce qui accélérera l'évolution de la situation...

Quand à l'homme de la rue, il est assez désenchanté. S'il a cru à la concertation, le limogeage de Libert BOU lui a ôté tout espoir. Même s'il est hostile au principe de

l'utilisation de la violence, certains plasticages lui sont sympathiques par leur symbolisme. Il se pose toujours la question « quand le gouvernement fera-t-il quelque chose de concret ? ». Quelque chose de concret, non pas pour arrêter les plasticages mais pour leur ôter toute raison de persister. Qu'il soit pour ou contre



« Les locaux de F.R.S. après plasticage »

l'autonomie, il considère de plus en plus que processus engagé est irréversible et que la véritable question n'est plus maintenant « oui ou non l'autonomie ? » mais « quand et comment ? ». S'il est en majorité encore très attaché à la France, il pense de plus en plus que l'autonomie est possible dans le cadre de

la République Française même s'il ne va pas aussi loin dans l'ensemble que l'UPC. Chez la plupart des gens, qui n'ont pas les mêmes attaches affectives ou économiques que leurs parents à la « France éternelle », l'autonomie est le minimum à exiger. La revendication d'identité nationale ne s'est pas encore transformée chez tous en revendication nationaliste, mais chaque jour fait avancer cette idée malgré le peu de précision et de cohérence de l'analyse des mouvements nationalistes. Les Socio-Professionnels sont écœurés de l'incompétence des politiques et des fonctionnaires et virent à l'autonomie avec leur capital d'organisation, de connaissances économiques et techniques, et d'expérience de lutte déjà assez longue. La caractéristique principale de la situation c'est que chacun y va de son incantation : « Autunumia, Autunumia... », nous jurons de vivre et de mourir Français, Programme Commun, Irrédentistes..., Collaborateurs... etc. Comme chacun continue à répéter la même chose sans écouter son interlocuteur, on a vraiment l'impression de participer à un dialogue de sourds qui sont bégues de surcroît.

Dans l'état actuel y-a-t-il une issue possible ? Oui, si le gouvernement arrête de se demander comment empêcher l'autonomie pour se demander plutôt comment faire pour que cette autonomie n'arrive ni dans le sang ni dans les larmes, qu'elle n'aboutisse pas à un affrontement entre communautés, qu'elle permette à la Corse de garder une place dans le cadre des institutions françaises, qu'elle n'arrive pas trop tard, car dans ce cas, certes, elle conduirait nécessairement à l'indépendance, quel qu'en soit le prix. Cela est possible mais il y a extrême urgence. Le dialogue peut être renoué, pour quelques temps encore avec les socio-professionnels, qui sont les seuls à ne pas se contenter d'incantations. Ils représentent en effet, en raison de leurs appartenances politiques individuelles diverses et en raison du fait que, n'agissant pas en tant que politiques, ils n'ont pas besoin de s'inscrire dans un « à priori » systématique, la seule force assez diversifiée et assez déterminée pour permettre un résultat concret. Si cette occasion est perdue maintenant ces socio-professionnels n'accepteront plus de concertation avec le pouvoir, car l'évolution de la situation sera telle qu'ils craindront très vite d'être considérés comme des collaborateurs.

Paul Casalunga

baie de seine

Boues rouges : pendant le procès, les déversements continuent

Le 19 juillet dernier, le tribunal administratif de Rouen a suspendu les autorisations préfectorales de rejets accordées à l'usine de produits chimiques Thann et Mulhouse du Havre.

La direction a décidé de ne tenir aucun compte de cette décision interdisant

les rejets de Boues Rouges dans l'estuaire de la Seine, comme elle le fait pour le jugement de mars 1976. Le ministère de l'Environnement est à ses côtés devant les tribunaux contre les intérêts des marins pêcheurs, et de tous les habitants du Littoral de la Baie.



Thann et Mulhouse a 630 employés qui fabriquent du bioxyde de titane, un pigment blanc pour peintures et plastiques. Les rejets quotidiens sont de 11 000 mètres cubes, dont 422 tonnes de sulfate de fer, et 340 tonnes d'acide sulfurique ; soit 3 fois plus que la Montedison qui commença à faire des rejets similaires dans les eaux de la Corse en avril 1972. Depuis notre première rencontre avec le directeur en Mai 1974, rien n'a été fait par le trust Rhône-Poulenc qui dirige l'affaire, et a fait pendant cette période plusieurs milliards de francs lourds de bénéfice.

Il n'a jamais été question pour nous de mettre en cause, d'une manière irresponsable, l'existence d'usines génératrices d'emplois au moment où chacun subit les effets du chômage, et de la crise du système économique actuel. Nous avons dit aux ouvriers, que notre but n'est pas la fermeture de l'usine, mais simplement le recyclage des rejets, et la commercialisation des produits obtenus. Ceci est techniquement et économiquement possible comme la direction elle-même le reconnaît.

Pour que la blancheur de nos peintures soit plus éclatante, le gouvernement est prêt à faire des sacrifices limités- le C.I.A.N.E. a débrouillé 125 millions d'A.F. pour une unité « pilote » de retraitement. Mr. Ruffenacht, secrétaire d'Etat à l'industrie est « persuadé qu'on trouvera des solutions » pour lui « c'est un problème trop sérieux pour être traité à la légère ; il faut agir dès maintenant... » L'usine crache depuis 1957. Mr. Ruffenacht est député du Havre depuis 2 ans.

Les ouvriers sont inquiets. Le secrétaire du comité d'entreprise pense que « la peste est installée dans la Baie de Seine, et que l'on brûle une sorcière » il est aussi inquiet. « Toutes les usines installées sur la zone du Havre vont subir les mêmes à-coups, un jour ou l'autre ». Quant à elle, la presse régionale, aux mains de Mr. Hersant, titre généreusement « une décision judiciaire qui peut condamner 650 personnes ».



La C.G.T. déclare que « les travailleurs ne sont pas responsables de la politique menée par le patronat et le gouvernement, et qu'ils n'ont pas à en subir les conséquences » et dénonce « le chantage au chômage bien orchestré par le patronat ». Le maire du Havre, communiste, Mr. Duroméa pense que « c'est le résultat d'une course au profit maximum » et refuse « la continuation d'une situation dangereuse pour les populations ». Le P.C. havrais dit qu'il est « possible de développer l'industrie tout en sauvegardant l'environnement » et souhaite l'application du programme commun pour résoudre les problèmes.

Le directeur nous accuse de vouloir transformer la France en désert économique, « et de parler de pollution, à propos des Boues Rouges, au mépris « des réalités scientifiques, techniques, et économiques ». Il paie pourtant 3,5 millions de nouveaux francs au titre de redevance de pollution, à l'agence de Bassin.

Le tribunal a demandé que des solutions soient mises en œuvre avant le 1^{er} novembre 1977, c'est ce que nous souhaitons. Quoi qu'il en soit, la pollution de la Baie de la Seine n'est pas le fait d'une seule usine. Même si certains ouvriers ont voulu nous casser la figure, les Marins-Pêcheurs, premières victimes de la pollution, espèrent que tous entendront la sonnette d'alarme que nous tirons ensemble sur les côtes de la Manche pour l'avenir de la Mer.

Gilles KLEIN

Groupe POSEIDON 10 rue Pierre Faure
76600 LE HAVRE

Moyens

«S'EN DONNER LES MOYENS» ou
«QUI DONNE QUOI À QUI ?»

Il est une expression que je lis et entends assez souvent et qui m'inquiète fort : «On veut ceci et cela ; il faut s'en donner les moyens».

À supposer qu'ils soient compatibles avec nos fins, ces moyens, en disposons-nous ? ou, tout au moins, est-il réaliste d'escompter qu'un effort nous permettra d'en disposer dans un avenir pas trop lointain ?

Voici un exemple caricatural, mais parlant. Un moyen de pénétrer sur le site du Super Phénix - probablement le seul en face de milliers de gendarmes et de CRS - aurait été de disposer d'une grosse douzaine de tanks et autres engins blindés. Il paraît que ça s'achète au marché noir des armes ; à quel prix ? Puis il aurait fallu «se donner les moyens» de les faire approcher du site pour le 31 juillet ; comment ? Et enfin, ces moyens blindés auraient-ils été très «écologiques» ???

On peut aussi songer à «se donner les moyens» de conquérir la majorité aux législatives de 1978. Ou de faire une complète volte-face à la société productiviste d'ici 1980. Ou de passer au «tout-solaire» avant 1985.

Amis écologistes, n'imitons pas les productivistes et les scientistes, de droite comme de gauche, qui promettent des merveilles et des miracles pour demain et qui croient que c'est possible. Bien souvent nous leur avons mis «leur nez dans leur caca» en clamant que c'était impossible pour cause de ressources, de délais, d'impasses techniques, de retombées négatives !

Il y a tant de choses que nous pouvons faire, que nous avons «les moyens» (écologiques) de faire ! Pour celles qui sont très ambitieuses, n'oublions pas, comme le disait Bernard Charbonneau, que «de temps est galant homme». À condition de ne pas retarder les entreprises de longue haleine. À condition de ne pas le perdre à poursuivre des chimères.

Pierre Samuel

Espagne

LES OBJECTEURS ESPAGNOLS
SONT TOUJOURS EN PRISON

Les rapides mutations de la vie politique espagnole ne doivent pas nous faire oublier qu'en ce moment même 16 objecteurs de conscience, qui refusent un statut ambigu et para-militaire, sont enfermés dans les prisons de Monsieur Suarez. Pas un jour ne passe, sans que des manifestations diverses exigent leur libération. De notre côté, nous pouvons leur écrire (c'est bon pour le moral) et écrire au gouvernement «la nouvelle Espagne, libérale» tient à son image de marque.

Joseph Ma CASANELLAS, Gotzon DIAZ, Joseba GAMARRA, Jordi JIMENEZ, Santi FABRE, Pere FERNANDEZ, Pep FREIXA, Marti OLIVELLA, Antonio QUIROS, Mikel ZABALA, détenus depuis le 5 mai 1977. Castillo St Ferran cuerpo de guardia Figueras Girona Espagne.

Ernesto VARONA détenu depuis le 22 mars 77. CIR 2 cuerpo de guardia Alcalá de Henares ; Madrid.

Urbano FERNANDEZ détenu depuis le 17 avril 77 et Fernando GARCIA détenu depuis le 5 mai 1977, accusé d'injures envers l'armée et condamné à 6 ans de prison. Bakearren Etxea Carniceria vieja 94° Bilbao 5

Joan AMENGUAL détenu depuis le 31 mai 1977. Preso militar d'Illetes Mallorca.

Anton Ma LLUCH détenu depuis le 8 CIR Cuerpo de guardia Caceres.

Jordi ROMA détenu depuis juillet 1977. CIR Cuerpo de guardia Caceres.

Jordi ROMA détenu depuis juillet 1977. CIR 5 Cuerpo de guardia Cordoba.

adresses officielles :

Juan CARLOS rey de Espana Palacio del Pardo Madrid.

Senor ministro del ejercito, ministerio del ejercito Madrid.

Senor Afonso SUAREZ Presidente del gobierno, presidencia del gobierno Madrid.

Cobayes

Les militaires ne sont pas les derniers à pratiquer d'horribles expériences sur les animaux. Au début de l'été, la SPA apprend que des explosifs doivent être testés sur des chiens dans les laboratoires du CRSSA (centre de recherches du Service de Santé des Armées) à l'hôpital Percy de Clamart, dans la banlieue parisienne. Les explosifs seraient attachés au flanc des chiens vivants...

La secrétaire générale de la SPA, Mme Jacquin, demande à rencontrer le Colonel Drouet qui dirige le centre. Celui-ci refuse de répondre à ses questions, ce qu'elle considère comme un aveu. Elle part sans lui serrer la main.

Mme Jacquin écrit alors au Ministre de la Défense : Elle est reçue par le docteur Dujussieu, médecin de la marine, du cabinet de Bourges. Il l'assure qu'il ne s'agissait que d'un projet...Mais tout porte à croire que sans son intervention, des chiens auraient été déchiquetés par des explosifs. Il faut rester vigilant, car ces expériences peuvent avoir lieu en secret.

Et ce n'est là qu'un aspect des expérimentations militaires sur les animaux : radiations, armes, gaz, fusées, poudres, etc...

J.J.B.

Leçons d'autrui

Nous avons été battus -de loin- par les Basques espagnols : leur marche antinucléaire en juin dernier avait rassemblé 120 000 personnes sur une population de 5 millions (nous à Malville, on était 50 000 sur 52 millions). Et ils ont réussi à faire annuler les projets de 3 centrales sur les 4 qui étaient prévues dans leur pays.

Aujourd'hui, c'est les Esquimaux qui nous donnent une leçon. Leur écologie à eux est simple et efficace. «La langue qu'on parle, disent-ils, fait partie de l'environnement. Nous voulons parler notre langue, c'est l'esquimaux, nous n'avons rien à foutre des langues européennes, que ce soit l'anglais ou le français.

Ce qu'il y a dans notre sous-sol (c.à d. les 2/3 des ressources minières du Canada) nous appartient. Nous sommes ici depuis 4000 ans, vous autres, Français ou Anglais, vous débarquez d'hier. Si vous voulez nous emmerder, nous exigeons notre indépendance.»

Les Esquimaux parlent d'or. Ils ne sont que 16 000 en tout ? Et alors ? Voilà de la bonne écologie.

Pierre Jacques

Grohnde



Le 13 juin 77 débutait une occupation sur le site de la centrale nucléaire de Grohnde dans le pré destiné à la construction de la tour de refroidissement. Le premier jour de l'occupation se construisait une maison de l'amitié. Par la suite, les occupants bâtirent six maisons d'habitation et un puits fonctionnant avec une éolienne.

Pendant l'occupation, une soixantaine de permanents vivaient là et ils étaient aidés à la fois par les locaux pour l'approvisionnement en matériaux, nourriture etc... et par les nombreuses personnes de passage.

Son objectif : lutter contre la construction de la tour de refroidissement, et par là bloquer toute la centrale. (en juin, elle devait théoriquement s'arrêter, mais les entreprises continuèrent les travaux...)

Dans les derniers temps, le village anti-nucléaire fut la cible de la grande presse bourgeoise, mais cela ne découragea pas les «passagers» de venir donner un coup de main ou simplement s'informer.

Le 23 août à 7H du matin, 1200 policiers encerclèrent le village, munis de 8 lances à eau, de tanks et d'hélicoptères, le tout pour déloger...2000 personnes !

De nombreux barrages routiers furent dressés afin d'empêcher toute aide extérieure d'intervenir.

Face à une telle supériorité, les occupants ne voulaient opposer aucune résistance, mais quand les policiers décidèrent de contrôler les identités afin de prendre quelques militants pour s'en servir de «criminels» ils firent des chaînes ; deux d'entre eux furent arrêtés mais relâchés l'après-midi même. Le ministre de l'intérieur de la Basse-Saxe, menaça les occupants de leur faire payer les frais de l'action de police !!... Après l'expulsion un grillage fut dressé tout autour du camp pour en bloquer l'accès et jusqu'au 28 août, le village fut occupé par les flics.

Le village anti-nucléaire de Grohnde aura existé 71 jours. Mais si aujourd'hui, il n'existe plus, la lutte, elle, se poursuit...



Publicités confraternelles

«Le sauvage» notre confrère bien léché en écologie passe mensuel. On y remarque une présentation nouvelle sur papier pas beau, les débuts de l'éditorialiste Brice Lalonde (peut mieux faire), une originale série sur les partis politiques par française Simpère (ex Danam) et des rubriques plantes, échos nucléaires etc. Non, blague à part, c'est pas mal, cette formule mensuelle et tout ce qui permet de vulgariser la pensée écologique est le bienvenu. On n'est pas trop nombreux dans les kiosques.

«Politique Hebdo» nous revient bronzé en pleine forme après un mois et demi de vacances aux Baléares. Hélas, misère et putréfaction ! L'écologie n'était pas en congé cet été. Ça ne fait rien : Politique Hebdo consacre son numéro de rentrée à

Malville, à la non-violence et à l'écologie. Et le lendemain, pas malades ! quelle santé, les mecs !

«Tribune Socialiste» l'organe du PSU, dans une livraison récente, accuse la «GO-CNV» d'avoir tué Vital Michalon et blessé les autres en invitant ses lecteurs à la bagarre avec le titre «à chacun son CRS». Ce que ne dit pas l'auteur de cet article bienveillant, c'est que le dessin de Cabu précisait : «pour la première danse». On pourrait se méprendre sur l'intelligence ou l'honnêteté de «Tribune Socialiste» si l'on ne savait pas que l'article est signé Boris-Vadrot. Dès lors tout s'explique. Le petit était en manque de bananes. Quel scandale, l'entretien des zoo !

Arthur

L'écomusée

Pourtant que la montagne est belle !...

Oui, que la montagne d'Arrée était belle lorsqu'elle vivait en paix, solidement ancrée sur cette pointe de Bretagne qui marque le bout du monde («Penn ar bed»), avant les usines nucléaires bien sûr (Brennilis), avant aussi l'industrialisation de l'agriculture qui a chassé les paysans de ces terres perdues où dominait la micro-structure agricole intégrée à un mode de vie assez original, préservée par l'isolement. Vous me direz, qu'en fait, elle est toujours belle, que les bûches ne l'ont pas trop massacrée, qu'on voit toujours des truites dans les ruisseaux des vallées, qu'il ne faut pas être passéiste (le mythe du bon vieux temps, le lard et les patates tous les jours, on connaît...), que ce n'est pas forcément parce que l'homme s'en va que la nature se dégrade (au contraire, même, non ?) et que de toute façon...

Bon, bon, tout à fait d'accord mais ce n'est pas vraiment cela que je voulais dire, écoutez plutôt la peu poétique histoire que je vais vous conter : Le 30 septembre 1969, un décret approuvait la création du Parc Naturel Régional d'Armorique s'étendant sur 65 000 hectares des Monts d'Arrée à l'estuaire de l'Aulne et de la presqu'île de Crozon à l'archipel d'Ouessant.

L'organisme juridique du parc est un syndicat mixte, le financement du fonctionnement et de l'équipement du parc est assuré par les communes concernées et par le département du Finistère (pour la plus grande part) ; les principaux buts officiels fixés au parc sont les suivants :
- constituer une aire naturelle de détente pour l'axe urbain Brest-Morlaix qui s'industrialise et donc favoriser indirectement l'industrialisation de la région et son développement.
- favoriser l'agriculture de la zone concernée par le parc en la désenclavant et en l'encourageant à se moderniser, à s'équiper et à investir.
- préserver et exposer aux touristes certaines richesses de la région couverte par le parc (landes, îles, forêts, mégalithes, abbayes, modes de vie traditionnels, outils...)

Pour atteindre ces objectifs, le parc s'oriente dans trois directions :

- **politique foncière** : huit fermes et environ mille hectares de terres ont été achetés par le parc de façon à assurer la conservation de certains paysages, de certaines maisons et pour pouvoir mettre en place le programme pédagogique et distrayant du parc. (Ces achats auraient été faits par l'intermédiaire de la SAFER qui aurait découragé les agriculteurs de s'installer sur ces terres...)

- **mise en place de structures d'animation et d'information** : enclos où sont enfermés des sangliers, daims, etc..., jardins botaniques, musées divers, salles de travail et de conférences... Des recherches sur l'environnement sont menées en collaboration avec divers organismes (l'INRA, la société de protection de la nature en Bretagne, l'Université...) Le parc mène également une action d'information pour le développement de l'accueil en milieu rural : gîtes ruraux, camping à la ferme ; divers stages sont organisés avec les enseignants.

- **utilisation des moyens juridiques habituels de protection** à la demande des collectivités locales.

Que de choses, me direz-vous, et c'est vrai, ça fait pas mal ; l'affluence est d'ailleurs à la mesure des efforts réalisés puisqu'en 1972 une exposition-vente d'œuvres artisanales a reçu 80 000 visiteurs.

Et pourtant...

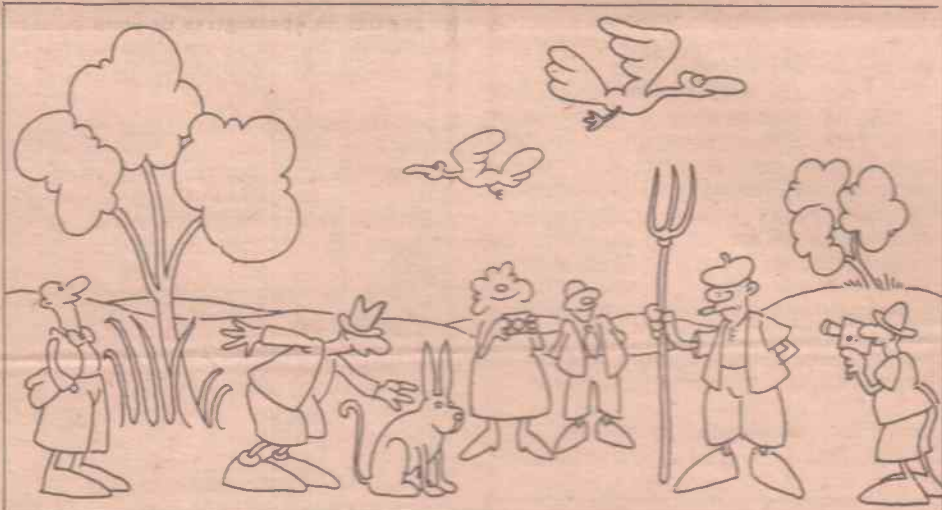
Le Parc Naturel Régional d'Armorique est réparti en quatre zones :

- Monts d'Arrée.
- Vallée de l'Aulne en aval de Chateaulin.
- Les caps Nord et Ouest de la presqu'île de Crozon.
- Les archipels de Molène et d'Ouessant.

Les mille hectares de forêt abritent encore des hermines et des martres. Les abords de rivière sont familiers aux bisons, et on y a réintroduit la loutre et le castor.

Les promoteurs et animateurs du parc veulent concilier, ils le disent ouvertement la conservation de la nature dans un périmètre donné (celui du parc en l'occurrence) et le développement industriel de la région... Il faut savoir que l'argument du cadre de vie sera, dans un avenir proche, déterminant pour faire venir l'industrie dans notre région... (Notice de présentation du parc)

Par ailleurs ils préconisent l'industrialisation de l'agriculture (et donc, sans l'avouer directement, l'exode rural) : «La réussite du parc va de pair avec un développement des activités économiques et notamment avec une modernisation de l'agriculture. Les hommes qui vivent dans la zone du parc doivent pouvoir améliorer leurs conditions d'existence. Il faut donc équiper et investir...» (notice de présentation du parc). Enfin : «Le parc n'est pas préoccupé par un folklore de pacotille... Il faut préserver, voire restaurer, ce qui a fait l'originalité des paysages bretons. Il ne s'agit pas de figer toute une région dans les souvenirs attendrissants du passé mais de mettre en valeur un patrimoine aux multiples aspects.» (notice de présentation du parc).



En fait je ne crois pas qu'on peut accuser les promoteurs et animateurs du parc de manque de logique ou de mensonge (1), leur position est très claire et très simple ; je pense qu'on peut la traduire à peu près ainsi la société industrialisée et la croissance économique qu'elle suppose sont la voie unique du progrès véritable (autrement dit : progrès humain et progrès technique se confondent dans une large mesure) mais cette société peut être dangereuse si on n'y prend garde, il faut en particulier contrebalancer ses effets nocifs (pollution, rythme de vie dégradant pour la santé, manque d'exercices physiques, bruit...) par des «évasions» périodiques dans la nature qui permettent de se «refaire une santé» Je ne vais pas aujourd'hui m'étendre sur les raisons qui font que certains d'entre nous n'acceptent pas une telle vue des choses même si elle suppose un souci authentique et louable de respect de l'homme et du monde (d'autres parleraient peut-être de «société libérale avancée»)...

Je dirai simplement que notre remise en cause est plus profonde et peut-être plus conforme à la vraie science, dans le domaine de l'agriculture en particulier où intensification ne passe pas forcément, comme on le croit trop souvent, par industrialisation et investissements financiers (qui profitent à qui en définitive ? au Crédit Agricole ? aux industriels ? à l'agriculteur ?)

En schématisant on pourrait dire qu'un tel parc «naturel» ne sert qu'à cautionner la société industrielle...

En août 73, s'installaient au village de Kergombou, à St Rivoal, dans le périmètre du parc, trois couples de jeunes agriculteurs qui ne purent louer au départ que 3ha de SAU (2), à un voisin et qui manquaient cruellement de bâtiments d'exploitations. Or il se trouvait dans le village même des bâtiments laissés à l'abandon et des terres qui retournaient en friches, le tout appartenant au Parc d'Armorique. Avec l'accord verbal du directeur du Parc, ils occupèrent les bâtiments et remirent en culture un certain nombre de parcelles (une dizaine d'hectares).

Parallèlement, donc, à ce travail de remise en valeur ils firent de nombreuses démarches auprès de l'administration du parc pour tenter de régulariser leur situation par un bail ou un accord d'occupation ; peine perdue ; il leur fut répondu que rien n'était possible et qu'ils devaient avoir quittés les lieux pour le 29 septembre 76. Il était écrit entre autres choses dans la lettre leur signifiant l'expulsion : «...Le directeur du parc a pris sur lui de vous établir dans les bâtiments de Kergombou et de vous y maintenir pendant près de 3 ans, ce en quoi il outre-passe ses droits...»

Dans l'intervalle, un des trois couples était parti de Kergombou, sur une autre ferme, il en reste donc deux à l'heure actuelle (avec chacun un enfant).

Décidés à ne pas se laisser faire, les deux couples restants n'ont pas bougé et ils sont toujours là à l'heure actuelle, dans une situation «irrégulière» et en se demandant chaque matin si un car de CRS ne va pas déboucher dans la cour pour les obliger à déguerpir avec leurs vaches.

A propos de bovins je ne vous ai pas encore dit qu'ils élèvent des vaches bretonnes pie-noires, espèce qui a presque totalement disparu des exploitations de la région devant la concurrence de FFPN beaucoup plus productive sur le plan quantitatif et donc plus intéressante sur le plan financier dans le cadre de l'agriculture classique.

La pie-noire, très rustique est capable de se contenter d'une nourriture de misère (Landes) mais «répond» relativement peu aux méthodes d'élevage de l'agriculture industrielle (ensilage, tourteaux, etc...)

A noter que le parc a mis en place un plan de sauvegarde de cette race remarquable et que Michel Kervilly et Hervé Quéré sont prêts de s'associer à ce plan en tant qu'éleveurs.

Les terres que le parc veut récupérer à Kergombou feraient partie d'un «écomusée» géant.

Bien entendu Michel Kervilly et Hervé Quéré pratiquent l'agriculture biologique, ils s'efforcent vraiment de faire de l'écologie appliquée (pas un musée) ; je n'irai pas jusqu'à dire qu'ils sont très compétents, il leur reste des progrès à faire, de plus leurs bâtiments sont mal aménagés (mais comment avoir le cœur à faire des frais dans un tel contexte ?) et leur matériel est insuffisant. Je connais cependant leur bonne volonté, leur désir de progresser sur le plan technique, leur sérieux, et je suis persuadé qu'ils arriveront à quelque chose de valable.

Autre chose dont je n'ai pas parlé : le parc veut faire et fait de l'agriculture mais, détrompez-vous, pas question pour lui de pratiquer une agriculture essayant d'être écologique, mais pas du tout : un tracteur de 90ch. à quatre roues motrices sur des parcelles d'un demi-hectare, (aberration sur le plan énergétique), engrais chimiques, passages multiples du rotavator ; voici à titre d'exemple une succession de façons culturales sur les parcelles cultivées par les employés du parc d'Armorique dont certains, d'anciens agriculteurs, ne sont pas très fiers du travail qui leur est imposé : moisson - déchaumage au rotavator - labour - terre nue pendant l'hiver - rotavator - labour - façons culturales superficielles - semis d'orge -

Une telle manière de faire conduit à une terre pulvérisée en surface, dure comme du béton en profondeur et à un envahissement par les adventices, d'où désherbage chimique.

Par ailleurs les cultures servent essentiellement à nourrir les animaux parqués l'hiver d'où monoculture céréalière et un peu de betteraves ; en outre, la base de départ du matériel est à 9 km de Kergombou, ce qui conduit à travailler parfois dans de mauvaises conditions (sous la pluie en particulier)...

on peut se demander si l'arasement des talus et des haies ne va pas être décidé sur les terres cultivées par le parc... le gros matériel serait ainsi plus à l'aise !...

Il est quand même surprenant que dans un parc «naturel» on ne se soucie pas de rechercher et de pratiquer une forme d'agriculture respectueuse de l'environnement tout en permettant à ceux qui la pratiquent d'en vivre normalement.(3)

Il est tout aussi surprenant qu'on interdise à des gens pleins de bonne volonté même si leur compétence laisse pour l'instant à désirer (encore que leurs résultats agricoles visibles valent largement ceux obtenus par le parc) de travailler dans ce sens et de faire revivre le pays en profondeur par leur travail et leur présence ; qui plus est : ils sont prêts à collaborer avec le parc pour les réalisations leur paraissant valables et ils n'iront pas saboter celles qui leur paraissent critiquables.

Ils sont très directement menacés, soutenons-les (4) et avec eux le type d'agriculture, d'homme et de société que nous souhaitons.

Parc d'Armorique, Menez Meur,
Hanvec 29224 Droulars
T : 69 81 71

Hervé Quéré Kergombou
29190 St Rivoal

(1) Dans la mesure où le mensonge consiste à dire le contraire de ce qu'on pense.

(2) Surface Agricole Utile

(3) Ne pourrait-on pas par exemple rechercher de nouvelles formes de traction animale ou de motoculture adaptée ?

(4) Inutile de compter sur les syndicats professionnels agricoles pour le faire !

Sur le Terrain

SUITE À MALVILLE

Certains objecteurs affectés en Bourgogne ont été déclarés déserteurs O.N.F. pour s'être absentés plus de dix jours au cours de la période du 15 juillet au 15 août. Il leur a été notifié que s'ils désiraient poursuivre leur service civil, ils devaient demander une nouvelle affectation.

Il s'agit là certainement d'une vague de répression du pouvoir suite à Malville. Au niveau des objecteurs affectés, un mouvement de solidarité a déjà été lancé.

Que tous ceux qui seraient prêts à nous soutenir (groupes ou individus) nous le fassent savoir rapidement.

Enfin, si d'autres objecteurs se trouvaient en pareille situation, qu'ils le signalent rapidement au Secrétariat de la Coordination Nationale en précisant les démarches qu'ils envisagent.

Adresse : P.M. Guinet, 9 allée des rossignols Belleneuve, 21 310 Mirebeau/Beze

LES POURCEAUX DE LA HAGUE



Quelques jours avant le début de l'enquête parcellaire et de la signature du décret d'utilité publique de la centrale de Flamanville, les portes de la porcherie de Théo Capelle, président du comité de défense des agriculteurs contre la centrale, ont été ouvertes par des individus malveillants. Les cochons se sont dispersés dans la nature et plusieurs truies sont mortes noyées dans la fosse à purin.

Deux des auteurs du forfait, retrouvés peu après, ont déclaré à la police qu'ils voulaient «venger l'honneur des pronucléaires» et l'un d'entre eux a ajouté qu'on lui avait proposé «1500F pour le coup».

L'honneur lavé dans le purin ; un tour de cochon en quelque sorte.

MÉTIER À TISSER

Je vends un métier à tisser très beau, très lourd, tout en bois, avec un peigne de 165, 4 lames et 4 pédales, lance-navettes et tout ce qu'il faut pour que ça marche. Écrire à : Jean Lecerf, Argeliès, 12 150 Severac le Château. J'envoie une photo du métier à tous ceux qui me la demanderont.

22

MA TENTE ET MOI

J'ai perdu ma tente à Malville, c'est une tente canadienne, trois places, de couleur marron. L'adresse est la suivante : Gilles Levée, La Ville Audreu, Lanfains, 22 800 Quintin.

REFUS DES RADIOS

L'A.P.R.I. Eure organise un refus collectif national de l'examen radiologique systématique imposé aux fonctionnaires de l'Éducation, afin de mettre au grand jour l'opposition croissante à cet examen des personnels de ce Ministère.

Salariés de l'Éducation, ne vous contentez plus de refuser isolément la radio systématique ou d'éviter de vous présenter au «camion». Proclamez votre refus en participant au refus collectif national. Pour obtenir le modèle de cette lettre ouverte adressée au Ministre de l'Éducation, accompagné de la marche à suivre, envoyez une enveloppe timbrée rédigée à votre adresse, incluse dans une autre enveloppe timbrée que vous adresserez à :

A.P.R.I. Eure, Michel Perdrial, 10 rue de l'Hôtel de Ville. 27 400 Louviers.

29

FESTIVAL POP

Pour se faire connaître le Groupe Écologique du Léon, créé le 1^{er} août, présente les 1^{er} et 2 octobre 77 le premier festival pop de Roshoff au manoir de Kerestat avec 25 groupes musicaux du Finistère.

Contact : Renaud (98) 69.71.92.

35

PAYS DE VITRÉ

Au début de l'année a été créé l'association «Le Barbant» afin de provoquer une animation dans le pays de Vitre. Le Barbant comprend différents groupes autonomes : habitat - théâtre - danse traditionnelle - cinéma ainsi qu'un groupe qui réalise un petit journal sur le coin de Châteaubourg Vitre «V'la aut' chose». Ce serait chouette si les lecteurs de GO/CNV du pays de Vitre prenaient contact avec nous : des rencontres sont prévues pour discuter de ce qu'on peut faire pour les élections dans le coin.

Le Barbant, Bas-Conay, Boistrudan, 35 150 Janzé

DOSSIER RÉPRESSION

Vu l'importance des 30 et 31 juillet, et l'ampleur que prend le mouvement, il nous semble important de faire paraître un dossier sur toutes les formes de répression que peut employer un pouvoir pour défendre un projet qui ne rapportera jamais qu'à lui-même.

COLLECTEZ, ENVOYEZ tous les témoignages possibles : écrits, photos, bandes, films, dossiers presse, objets... afin de constituer des archives «Malvilleresques». Tout envoi sera répertorié pour restitution après reproduction. Les dons restent toujours possibles. Toute forme de production est à envisager : dossier, livre, film, exposition. Vous pouvez vous associer à ces créations, nous signaler si vous avez déjà fait quelque chose dans ce sens - nous créerons ensemble.

Les témoignages peuvent recouvrir toute la lutte depuis son début, année 1973, mais concernant en particulier les événements de ces derniers jours.

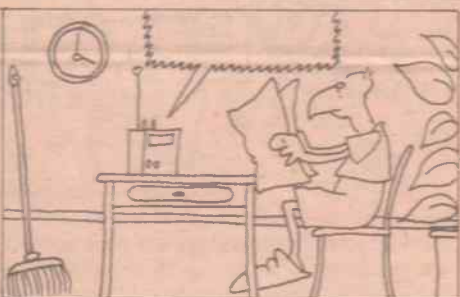
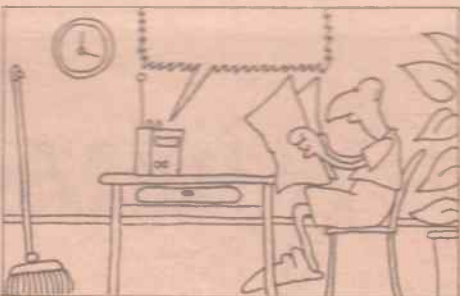
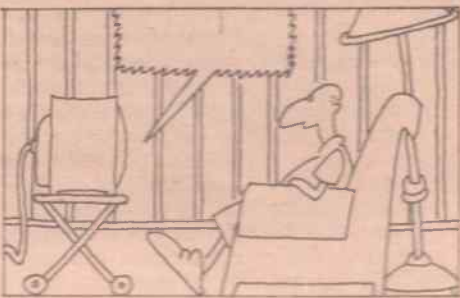
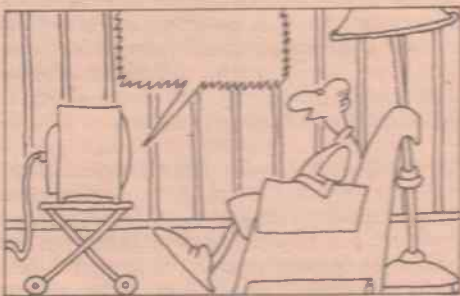
Envoyez, proposez, donnez, participez, tout est possible.

Josiane Vincensini, Poleyrieu, 38 510 Morestel

44

M.A.N. - NANTES

Un groupe M.A.N. - Nantes (Mouvement pour une Alternative Non-violente) s'est créé en avril dernier. Nantais, Nantaises, rendez-vous chez Alain Grand Guillot, 14 rue Sarrazin à Nantes, où une réunion aura lieu le jeudi 15 septembre à 19h.



54

NANCY

Pierre-Yves Cazin et Claude Grivel passeront devant le tribunal correctionnel de Nancy pour renvoi de livrets militaires le 14

septembre 1977 à 8h30.

Envoyez des lettres de soutien aux inculpés à Mr. le Président du Tribunal de Nancy, Terrasse de la pépinière, 54000 Nancy. Soutien financier : M.A.N. Nancy, 54 rue de la Hache Nancy, CCP 232728 T (précisez : soutien aux renvoyeurs).

N'oubliez pas d'envoyer fidèlement au journal la liste de vos insurgés ainsi que l'annonce et le résultat des procès.

63

GROUPE ÉCOLOGIQUE

On veut faire un groupe écologique dans le coin à la rentrée (peut-être «Les Amis de la Terre»). Avis aux intéressés : nous ne sommes encore qu'une dizaine et nous comptons nous réunir prochainement.

Contact : Marc Paysac, 16 rue des Chapelles, 63 500 Issoire

68

GUEBWILLER

Vendredi 16 septembre, réunion de tous les parents du Club des Jeunes pour la Nature. Venez discuter, venez préparer l'Assemblée Générale avec nous : que va devenir le club, quelle nouvelle organisation mettre en place, quelles nouvelles orientations le club doit-il prendre ?

Secrétariat : 21 rue de Reims, 68 500 Guebwiller

69

ACTION MUSICALE

L'assemblée générale du M.A.M. (Mouvement d'Action Musicale) du 14 juin dernier n'ayant rassemblé qu'une dizaine de personnes, celle-ci a été reportée aux 24 et 25 septembre prochain. La présence des intéressés est indispensable pour mener à bien les objectifs du M.A.M.

Tout renseignement (après 18h) : Joël Baguet, 6 chemin des Maraîchers, 69 120 Vaulx en Velin. Tél. : (78) 68.66.89.

POURQUOI PAS LE LYNX ?

Une épidémie de kérato-conjonctivite contagieuse sévit actuellement parmi les populations de chamois des parcs nationaux (notamment dans la réserve naturelle des Vosges). Cette affection qui a conduit les gardes à abattre une centaine de ces animaux traduit bien la surpopulation qu'entraîne l'absence de prédateurs naturels.

Ne serait-ce pas le moment pour la France d'envisager la réintroduction du lynx dans les parcs nationaux. La Suisse qui depuis plusieurs années a mené une telle politique s'en félicite. Pourquoi pas la France ?

A.R.A.P. (Amis des Renards et Autres «Puants»), 50 rue Molitor, 75 016 Paris,

Les Amis de la Terre, 117 avenue de Choisy, 75 013 Paris.

AUTOCOLLANTS

Le Comité Écologique de Carpentras vient de réaliser un autocollant : en forme de panneau routier, impression blanche «Stop au Nucléaire» sur fond rouge, environ 18 cm. Adressez vos commandes à : Frédéric Bouchet, n° 468, Bât. H, Lou Pons du Plan, 84200 Carpentras. Prix : 3F l'unité, ou 2F par 10.

75 Suite à la manifestation internationale de Malville, le pouvoir, après une répression violente et xénophobe, maintient aujourd'hui en prison 6 camarades après un procès inique. A Paris, deux opposants à la politique de l'EDF sont également en prison, dont une Vénézuélienne qui risque l'extradition.

Le comité Malville Paris propose à tous les militants, à tous les comités anti-nucléaires, à toutes les organisations démocratiques et syndicales, une réunion le mardi 6 septembre à 20h au 8 villa du Parc Montsouris pour prendre toute initiative en vue de la libération de tous les inculpés, pour faire la vérité sur l'intervention policière à Malville et le bilan, et voir les perspectives communes sur les luttes anti-nucléaires et écologiques.

Comité Malville Paris, 46 rue de Vaugirard, 75 006 Paris.

76 **M.A.N. - LE HAVRE**
Réunion du M.A.N. - Le Havre le 5 septembre, un lundi, à 18h30. Où ? Au local du M.A.N., 62 rue du Général Sarraïl, 76 600 Le Havre.
Il y a du pain sur la planche, venez nombreux.

78 **C.L.O. VAL D'OISE**
Le Comité de Lutte des Objecteurs du Val d'Oise tient une réunion mensuelle tous les premiers samedi du mois pour donner des informations sur le statut, la situation actuelle, pour contacter toutes personnes intéressées aux luttes anti-militaristes. Les réunions se tiennent à 14h30, salle Moulié, Place C. De Gaulle à Taverny.

78 **RÉFLEXION SANS FRONTIÈRES**
L'écologie n'est pas que la lutte anti-nucléaire, ni la lutte anti-militariste. L'écologie est la lutte pour une vie meilleure, plus équilibrée ; cette lutte doit se tenir dans notre vie quotidienne car, là, nous pouvons la façonner selon nos désirs, selon nos idées. VIVRE est l'engagement politique le plus profond... Si vous en êtes persuadés, si vous avez une bonne dose de HIT (Humour, Imagination, Tendance), peut-être m'aideriez-vous à créer un groupe de réflexion sans respect aucun de la morale, de la tradition, et peut-être pourrions-nous vivre et lutter différemment. Les habitudes et les idées préconçues sont le fruit de plusieurs centaines d'années de vie malsaine ; elles ont conduit au capitalisme fascisant. Il est urgent de les saper. Peut-être est-il trop tard...

Contactez : Jean-Luc Dejoie, 32 rue Ernest André, 78 110 Le Vésinet.

NUCLÉAIRE ET ESPERANTO



Vous avez quelque chose à dire sur le nucléaire ? Participez au débat international par lettres circulantes - ce débat a lieu évidemment en esperanto - envoyez votre contribution à : Kris Long, 85 point Royal, Brachnell, Berks, Angleterre.

Ce qui en ont marre des réunions internationales merdiques peuvent apprendre l'esperanto.

Adresse : S.A.T. Amikaro, 67 avenue Gambetta, 75 020 Paris.

Aux lecteurs de la GO, nous signalons la brochure : «Atom-centraloj», à demander à «la Juna Penso», 47 340 Laroque. (1,50F franco).

kalkar : manifestation le 24 septembre

Avec les grandes manifestations de Wyhl, Brokdorf et Grohnde, s'est créé un large mouvement de protestation contre les centrales nucléaires meurtrières. Plusieurs groupes anti-nucléaires allemands et hollandais appellent à une manifestation le 24 septembre à Kalkar en RFA : «Nous nous opposons à toutes les tentatives du gouvernement qui veut nous enlever le droit de manifester, c'est pourquoi nous appelons tous les opposants au programme nucléaire à participer le 24 septembre à un grand rassemblement contre le «Schneller Brüter» (surgénérateur) dont voilà le déroulement :

Tout d'abord, à 11H, sur la place du marché de Kalkar, nous prévoyons un meeting où plusieurs personnalités de tendances politiques diverses prendront la parole, ainsi qu'un représentant d'un syndicat hollandais opposé aux centrales nucléaires. Ensuite, un grand programme culturel, rassemblant de nombreux chanteurs (dont Mossman), plusieurs groupes musicaux et de théâtre.

Nous espérons que vous aurez encore des idées à nous proposer...

Il est aussi projeté de faire un lâcher de ballons, afin de montrer jusqu'à quelle distance le plutonium pourrait se répandre.

Puis à 14H, une marche non-violente se dirigera vers le pré de Mr Maas face au site. (agriculteur de Kalkar, celui-ci vient d'intenter un procès contre le surgénérateur, aidé par des avocats ayant déjà participé à la lutte de Wyhl).

La marche sera précédée d'un groupe de militants expérimentés qui ira «tâter» le terrain et voir quelle sera la meilleure des stratégies à adopter pour parvenir au pré, si celui-ci se trouve interdit. Absolument non-violente (mais offensive!), cette marche comprendra aussi un «service d'ordre», chargé d'expulser tout provocateur ou violent.

Signataires de l'appel :

- Burgeraktion «Stop Kalkar» (Moers)
- NBA - Vorstand
- BI Duisburg, BI Leverkusen, BI «Stop Kalkar» (4 ortgruppen), BI Hagen, BI KKW-Köln, BI Mühlheim Ruhr, BI G'Kirchen, Büro f. Atomenergieprobleme Bochum, AKW-NEE-Gruppe Aachen, 34 Initiativen der landes konferenz NRW, AUD.
- Landelijk Energie Komitee Stromgroep «Stop Kernenergie Niemwegen».

pour aller à kalkar

De Genève et Rhône-Alpes

Départ le samedi 24 septembre, 9H, gare de Genève.

Prix : 100F si on remplit bien les voitures.

Retour le lundi soir.

S'inscrire en écrivant à Kaim Nissim, 5, rue Racine, 1202 GENEVE.

De Lille et Nord-Pas de Calais

Se faire connaître avant le 15 septembre en téléphonant aux Amis de la Terre de Lille : 52 90 25.

De Dijon Bourgogne

Le Centre Dijonnais d'Information Nucléaire (CDIN) organise un départ : contacts au : C.D.I.N., Hôtel des sociétés, 7 rue Docteur Chaussier, 21 000 DIJON.

ou bien : Gérard Segault, 15, rue de l'isle, 21 000 DIJON. Tél. 41.28.23 (poste 325) - horaires de bureau.

Toulouse Aquitaine

L'association toulousaine d'écologie organise un départ groupé. Prendre contact au 12 bis rue d'Autezac, 31 300 Toulouse.

Quant aux individuels, ils peuvent rejoindre des groupes locaux à Aachen où il y aura possibilité de coucher : Pont Strasse 45, Rotes Haus (ou Humbolt Haus, ou Ché) Aachen (Aix-la-Chapelle).

Pour aider à organiser, contacter : Ulli Wigand, Jakob Strasse 45, Aachen.

Soutien financier : Volksbank KLEUE-KELLEN N° 700032 (stop Kalkar).

83

JOURNAL RÉGIONAL

L'Estofa-Garri, journal de contre-information existant depuis deux ans sur la région toulonnaise a cessé de paraître momentanément pour des raisons internes : désaccord fondamental et scission.

On réparait en septembre, dans la même ligne : en donnant la parole à tous ceux qui luttent et se révoltent. On n'a pas de fric, on appelle à la solidarité tous ceux qui croient à l'utilité de la contre-information régionale.
CCP : Renée Fieschi, 765 63 K Marseille.

57 Non violence à Metz. Reprise des réunions le 12 Septembre à 20 H
Renseignements: Harotte, 16 rue Venizelos, Montigny les Metz.

ÇA A SAUTÉ !

Dans la nuit du 26 au 27 août 1977, nous avons détruit par explosifs un pylône de la ligne haute tension reliant la centrale nucléaire de Fessenheim à Méry-sur-Seine. Cette action, qui est dirigée contre le matériel de l'EDF et non pas contre des personnes humaines, doit être considérée comme un avertissement à l'EDF, et par la même, au gouvernement français. «Les Alsaciens ne sont pas des Corsés, mais ils pourraient le devenir...»

Si le gouvernement continue à ne pas tenir compte de l'avis de l'immense majorité du peuple alsacien, concernant le refus des centrales nucléaires mais aussi les revendications ouvrières et paysannes, nous continuerons à frapper là où ils s'y attendront le moins.

Nous ne sommes pas des terroristes, nous sommes des ouvriers et des paysans qui ont compris que les manifestations-promenades ne servaient plus à grand'chose, et que pour être entendus, il fallait frapper fort.



Cette action est aussi une réponse à l'assassinat de Vital Michalon par les hordes sauvages du gouvernement, et les très nombreux blessés lors de la manifestations de Malville, ainsi que les scandaleuses condamnations des «otages de Bourgoin».

signé : le G.R.R.R. (Groupe Régional de Résistance à la Radioactivité).

92

ECONOMIE

Le M.A.N. Colombes invite toutes les personnes intéressées par les problèmes économiques évoqués dans les articles parus successivement dans les numéros 171 et 172 de CNV/GO, intitulés «Le Socialisme Distributif» à écrire à son secrétariat : M.A.N. Colombes, chez Nadia Stépanoff, 10 rue Désiré Ramelet, 92 700 Colombes.

STAGE D'HORTICULTURE

Je cherche à faire un stage d'un ou deux mois à partir de novembre, chez une hortultrice ou un horticulteur dans la région de Toulouse, ou par là autour du Sud Sud-Ouest. Je suis une femme de 27 ans, je veux me recycler et j'ai besoin d'un stage soit pour la formation permanente, soit pour une école d'horticulture. Je m'intéresse à l'agriculture biologique.

Jocelyne Carasso, 8 rue de Fribourg, CH 1201 Genève.

NATURE ET VIE

Nature et Vie organise des stages écologiques du 1^{er} octobre au 31 décembre 77.

- Stages pratiques d'initiation aux techniques de l'agriculture biologique. Les candidat(e)s intéressé(e)s sont accepté(e)s dans les fermes biologiques associées à Nature et Vie.

- Stages d'initiation aux méthodes de médecine naturelle. En complément des stages d'agriculture biologique, Nature et Vie organisera des sessions d'initiation aux méthodes de médecine naturelle : diététique - vitalisation - yoga hygiéniste - sexologie - jeûne - respiration - bio-équilibre mental, etc...

Renseignements complémentaires adressés contre 2F en timbres-poste : Nature et Vie, 13 rue du Village - Kervenanec, 56 100 Lorient. Tél.: (97) 37.05.41.

SOMMAIRE

Entre les mains de quelques hommes aux santés précaires, aux réactions remontant à la toute petite enfance (décrites et analysées ici par un psychiatre, pages 3 et 4), reposent, outre la suprême arme atomique, les terrifiants moyens de la guerre chimique et biologique décrits par Y. Le Hénaff en page 5. Deux dossiers à ne pas manquer ouverts cette semaine par GO/CNV.

GUERRE

Les bébés ont la bombep. 3
De Messmer à Chevènement.....p. 4
La guerre chimique et biologique.....p.5

DÉSObÉISSANCE

En direct des prisons trois étoilesp. 6 et 7
Non Chefp. 12

IDÉES

Courrier des lecteursp. 8 et 9

RÉGIONS

Alsacep. 10
Corsep. 11
Baie de Seinep. 11
Le parc national d'Armorique ..p. 13
Sur le terrainp. 14 et 15

La Gueule Ouverte
Combat Non-Violent
B.P. 26, 71800 La Clayette
Tél.: (85) 28.00.24
Télex : ECOPOLE 80 16 30 F
Imprimerie Sully - 12 rue Sully
42300 ROANNE
Abonnements : 1 an 150 à 250 F

numéro de la commission paritaire :
53 257
distribution NMPP

Boeing radio-actifs

Le 27 mars dernier sur l'aéroport de Los Rodeos à Santa Cruz de Tenerife, deux Boeing entraient en collision, provoquant la mort de 562 personnes et la catastrophe la plus importante de l'histoire de l'aviation.

Bien que les compagnies d'assurances n'aient pas encore déterminé les différents degrés de responsabilité et continuent de se quereller pour savoir qui règlera la note colossale de quelques 700 millions de dollars, l'affaire serait aujourd'hui classée si la découverte, à la fin du mois d'août, de 300 kilos d'uranium radio-actif dans les débris des appareils, n'avait pas récemment remis au jour l'actualité d'une enquête complexe dont on n'est pas prêt de connaître l'issue.



Photo Santi Vilanova

Quelques jours après la catastrophe, l'aéroport était rouvert. Dans la ferraille il y avait des barres d'uranium.

Tous les sauveteurs ont été en contact avec l'uranium radio-actif.

Quelques temps après l'accident au sol des deux avions appartenant à la Pan Am d'une part et à la KLM (Pays-Bas) d'autre part, le professeur Agustin Cabrera, un chimiste connu, devait découvrir lors de prélèvements effectués sur le terrain, des fragments étranges. A la demande d'une compagnie nord-américaine de récupération, il procéda à une analyse approfondie et ne tarda pas à découvrir qu'il s'agissait d'uranium. Quand il n'est pas transformé par l'accident, ce dernier se présente sous la forme de petites barres pyramidales sur lesquelles est inscrit : ATTENTION MATERIEL RADIO-ACTIF NE DOIT PAS ETRE ALTERE. Dans le plus grand secret, les barres furent alors stockées, au mépris des règles élémentaires de sécurité, dans un garage au bord d'un chemin et sommairement recouvertes de bâches en plastique.

Poursuivant ses investigations, le professeur Cabrera devait avec l'aide du laboratoire de l'énergie nucléaire et de la JEN (le commissariat à l'énergie atomique espagnol) découvrir la composition exacte de cet uranium dans lequel on trouve une forte proportion d'uranium 238 et près d'un kilo d'uranium 235. Le compteur Geiger officiel indique comme par hasard une mesure qui est proche du seuil limite admissible par l'organisme humain !!! Par contre, dans le Vademecum du technicien de Panetier, on lit à la table des isotopes que l'uranium 235 qui a une période de 710 000 000 années et émet des rayonnements alpha et gamma se trouve en proportion de 0,718 % dans la masse totale du métal. Pour 300 kilos la quantité d'uranium 235 serait donc de 2,15 kilos !

DES ORIGINES MYSTERIEUSES

La provenance exacte de l'uranium radio-actif du Boeing reste un mystère que les responsables se refusent de dévoiler. Ce refus pose une nouvelle fois le problème de l'utilisation et de la dissémination des déchets nucléaires. On peut envisager plusieurs explications. L'uranium, dont les compagnies d'aviation et le gouvernement se sont empressés de dire qu'il était « appauvri », participe à la construction « normale » des appareils. Sa densité lui permet de loger dans les ailes, où il pourrait jouer un rôle de contre-poids, un lest important pour un volume relativement faible.

Pourtant il semble qu'un seul avion contenait de l'uranium et l'on ne comprend guère pourquoi l'on utiliserait ce matériau alors qu'il risque d'être soumis à des altérations conséquentes. Imaginons en effet ce que

pourrait produire une explosion en vol ou un incendie qui porterait l'uranium à sa température de fusion (1133°) le transformant ainsi en oxyde d'uranium dont on connaît le haut indice de toxicité !

Interrogés, la compagnie aérienne Swissair, le bureau Suisse de la navigation aérienne et le ministre de l'industrie espagnole, ont affirmé que les Boeing portaient effectivement dans leurs ailes un peu plus de 300 kilos d'uranium dégradé et sans aucun danger, démentant les propos de deux ingénieurs de la compagnie Iberia qui déclarent quant à eux, qu'il ne rentre rien d'autre que du titane et du duralumin dans la fabrication de ces avions.

CONTREBANDE ATOMIQUE

La seconde hypothèse est celle d'un trafic douanier d'uranium. Les silences gênés des compagnies aériennes et le refus obstiné du gouvernement à communiquer des informations sur cette affaire peuvent laisser supposer une contrebande internationale. Il est troublant que les « responsables » refusent d'indiquer la direction ultime du Boeing de la Pan Am, mais les regroupements qui ont été effectués indiquent qu'il se rendait probablement en Afrique du Sud. Par ailleurs, on sait fort bien qu'en 1976 et 77 les Etats-Unis ont déploré le vol de près de 2000 kilos d'uranium dans diverses centrales nucléaires.

Il ne faut pas exclure non plus la possibilité d'un transport officiel mais secret, afin de ne pas troubler la quiétude de ces douteuses transactions.

Devant le mutisme des autorités, toutes les extrapolations sont permises. Certains scientifiques se demandent même si l'uranium enrichi n'aurait pas brouillé les radars, en produisant un « effet nul » sur les écrans de contrôle. Ce brouillage serait ainsi la cause directe de la catastrophe excluant les défaillances humaines. Cette hypothèse, si elle se vérifie, fera alors l'affaire des compagnies d'assurances qui se verraient ainsi dégager de leurs obligations de remboursement.

Quoiqu'il en soit, et quelle que soit l'origine de l'uranium, l'affaire de Tenerife est scandaleuse. Dans tous les cas les travailleurs qui participent à la construction des Boeing et

les passagers qui y voyagent sont soumis à la radio-activité. Dans le cas précis de cet accident, tous les soldats et sauveteurs qui ont approché le métal ont été irradiés gravement et nul ne sait exactement quelles seront les conséquences sur leur santé et sur leur descendance. Si les autorités espagnoles minimisent « l'incident » et estiment la radio-activité de l'uranium de Los Rodeos dangereuse dans un rayon de 35 m seulement, l'on sait bien que l'uranium, fut-il appauvri dans des usines type La Hague, reste d'une manipulation fort délicate.

Au delà de l'hérésie qui consiste à introduire, dans un but ou un autre, des éléments radio-actifs dans des avions, l'accident de Tenerife souligne une fois de plus notre incapacité à contrôler et à gérer les déchets de l'atome. L'inconscience, et surtout le mépris du gouvernement espagnol, mis au courant dès les premiers jours, met en évidence les dangers que nous dénonçons depuis fort longtemps. La démarche est alors classique. Les autorités sont désespérées et ne savent pas comment résoudre les problèmes posés par une telle pollution: elles préfèrent alors pratiquer la politique de l'autruche dans la vertueuse et hypocrite intention de ne pas affoler les populations.

Après l'avion nord-américain qui s'était abîmé au large de Palomares avec sa cargaison de bombes atomiques, la Péninsule Ibérique est victime cette fois de l'agression de l'atome « civil » transporté par les airs.

Aujourd'hui, les matières radio-actives font partie, souvent à notre insu, de l'environnement quotidien. Des radiographies obligatoires, en passant par les déchets radio-actifs retrouvés chez un ferrailleur à Valognes (50), des nuages provoqués par les essais atomiques qui se dispersent dans l'atmosphère au gré des vents, à l'uranium appauvri qui emplit les ailes des Jumbos, la société nucléaire et ses dangers et le fait accompli devant lequel nous nous trouvons.

A défaut de pouvoir changer de société dès maintenant, ne pourrait-on pas commencer par boycotter les Boeing et autres objets radio-actifs non identifiés ?

Yves-Bruno Civel